



Berne-Wabern, 01.12.2023

Focus Côte d'Ivoire

Situation des personnes LGBT en Côte d'Ivoire

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Die Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration (SEM) hat den vorliegenden Bericht gemäss den gemeinsamen [EU-Leitlinien](#) für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer und auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen erstellt. Die zur Verfügung stehenden Informationen hat sie mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln. Entsprechend ist darauf zu achten, dass Dokumente mit dem Vermerk «Intern» oder «Vertraulich» nicht an hierfür nicht autorisierte Personenkreise oder Organe weitergegeben werden.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

L'Analyse Pays du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a élaboré le présent « Focus » dans le respect des [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. L'Analyse Pays a recherché, évalué et traité toutes les informations figurant dans ce document avec la plus grande vigilance. Toutes les sources d'informations utilisées sont dûment référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Si le rapport ne mentionne pas un événement, une personne ou une organisation déterminé(e), cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. L'Analyse Pays a produit ce document de manière indépendante et son contenu ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse. En conséquence, il est interdit de transmettre des documents portant la mention « Interne » ou « Confidentiel » à des personnes ou organismes non expressément autorisés.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration (SEM), is in line with [the EU-Guidelines](#) for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law. Documents classified «Restricted» or «Confidential» may only be revealed to persons or organizations explicitly designated as authorized to receive them.

Fragen/Kommentare, questions / commentaires, questions/comments:

coi@sem.admin.ch

Table des matières

Situation des personnes LGBT en Côte d'Ivoire	5
Synthèse.....	5
Main findings.....	6
1. Sources / Méthodologie.....	7
1.1. Terminologie	7
2. Introduction	8
3. Cadre juridique.....	8
3.1. Législation en vigueur	8
3.2. Arrestations et jugements de personnes LGBT	10
4. Organisations LGBT	10
5. Perception des personnes LGBT	13
5.1. Par la société ivoirienne en général.....	13
5.2. Dans la famille	14
5.3. Prises de position de leaders	16
5.4. Dans le monde académique.....	18
5.5. Rôle des médias	19
5.5.1. Internet / réseaux sociaux	20
6. Protection et accès à la justice	21
6.1. Forces de l'ordre et de sécurité / acteurs étatiques	21
6.2. Organisations LGBT	24
6.3. De la part d'autres organisations.....	24
7. Quotidien des personnes LGB(T)	25
7.1. Violences	26
7.2. Visibilité et lieux de rencontre.....	28
7.3. Accès aux soins	29

7.4.	Accès à la formation.....	30
7.5.	Accès à l'emploi	31
7.6.	Accès au logement.....	32
7.7.	Stratégies adoptées par les LGBT	32
7.7.1.	Vocabulaire « branché »	33
8.1.	Perception des femmes LBQ.....	34
8.1.1	Dans la famille	34
8.2.	Protection.....	36
8.3.	Quotidien des femmes LBQ	36
8.3.1.	Violences	36
8.3.2.	Accès aux soins	37
8.3.3.	Accès à la formation, à l'emploi et au logement	38
8.3.4.	Stratégies adoptées par les femmes LBQ	40
9.1.	Organisations transgenres	42
9.2.	Perception des personnes transgenres	42
9.3.	Protection et accès à la justice	43
9.4.	Transition et existence légale	44
9.5.	Quotidien des personnes transgenres.....	45
9.5.1.	Violences	45
9.5.2.	Accès aux soins	46
9.5.3.	Accès à l'emploi et au logement.....	47

Situation des personnes LGBT en Côte d'Ivoire

Ce rapport répond aux questions suivantes :

- Quelle est la situation légale des personnes LGBT en Côte d'Ivoire ?
- Ces personnes ont-elles accès à une protection ?
- Quelle est leur situation au quotidien, ont-elles accès à des services de base ?
- Quelle sont les situations spécifiques des femmes lesbiennes ou bisexuelles et des personnes transgenres ?

Synthèse

La législation ivoirienne n'interdit pas les relations sexuelles entre personnes de même sexe adultes et consentantes. Si la sexualité des personnes LGBT n'est pas pénalisée, ces personnes ne sont pas protégées contre les discriminations. En effet, le Parlement a récemment rejeté l'introduction de l'interdiction de la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle dans le Code pénal.

Au niveau de l'administration, les ministères et cadres du gouvernement sont désormais plus réceptifs à la question des droits humains pour tous, y compris pour les personnes LGBT. Malgré une évolution de l'attitude du public à l'égard des personnes LGBT, la société ivoirienne en a généralement une perception négative, liée notamment au poids des religions monothéistes et des cultures locales.

Les familles ayant le plus souvent une attitude de rejet envers leurs membres LGBT, la plupart des personnes LGBT taisent leur orientation sexuelle. Nombreuses sont celles qui mènent une double vie : elles se marient et fondent une famille pour préserver leur image auprès de leur famille.

Les violences verbales et physiques envers les personnes LGBT sont encore relativement répandues. Des gender desks ou des points focaux genre, avec des agents formés pour récolter les plaintes de personnes victimes de violences basées sur le genre, ont été mis en place dans nombre de commissariats et gendarmeries.

Les auteurs de violences envers les personnes LGBT sont le plus souvent des personnes de la propre communauté des victimes, de leur voisinage ou même de leur famille. Dès lors, malgré l'existence de gender desks ou de points focaux genre, il est rare que ces victimes y aient recours. En effet, elles craignent que leur orientation sexuelle ou identité genre soit révélée et ne font que peu confiance au système judiciaire. De plus, les plaintes sont souvent retirées sur pression de la famille.

Les personnes LGBT font face à des difficultés en matière d'accès à l'emploi et au logement. En ce qui concerne l'accès aux soins, les programmes de lutte contre le VIH sont les plus inclusifs, avant tout pour les HSH. La prise en charge d'autres pathologies, par exemple en matière de santé mentale, n'est pas toujours facile d'accès.

Les femmes LBQ se font généralement le plus discrètes possible et passent ainsi souvent inaperçues. Les agressions envers ces personnes sont le plus souvent verbales, moins fréquemment physiques. Toutefois, du fait de la plus forte pression familiale qui pèse sur les femmes, les personnes LBQ sont plus souvent victimes de mariage forcé que les autres personnes LGBT. Le peu de visibilité des personnes LBQ se reflète dans l'absence de programmes sanitaires de prise en charge spécifiques adaptés à ces personnes.

Quant aux personnes transgenres, elles forment de loin la catégorie de LGBT la plus rejetée par la société ivoirienne et la plus fréquemment victime de violences. Une organisation transgenre note toutefois une certaine amélioration en matière de droits de l'homme et de stigmatisation depuis que les transgenres ont été intégrés dans les programmes de santé

sexuelle des organisations internationales en 2010. Les violences demeurent toutefois fréquentes.

Les personnes qui font une transition au moyen d'une thérapie hormonale perdent leur existence légale du fait que la loi ne permet pas d'adapter les documents d'identité à leur nouveau genre. Ainsi, il leur est le plus souvent impossible de trouver un emploi et le travail du sexe est la seule option qui leur reste. Bien que la prostitution ne soit pas interdite en Côte d'Ivoire, les travailleuses du sexe transgenre sont parfois arrêtées pour racolage. Les personnes transgenres éprouvent également des difficultés à trouver et garder un logement et hésitent parfois à faire appel à des services de santé de peur d'être stigmatisées.

Les informations concernant la situation des hommes transgenres (biologiquement nés femmes) font presque totalement défaut.

Main findings

The law in Côte d'Ivoire does not prohibit sexual relations between consenting adults of the same sex. Even though the sexuality of LGBT people is not criminalised, they are not protected against discrimination. Indeed, Parliament recently decided against introducing a ban on discrimination on the basis of sexual orientation into the penal code.

At the administrative level, government ministries and officials are now more receptive to the issue of human rights for all, including for the LGBT community. Despite a change in public attitudes towards LGBT people in Côte d'Ivoire, they are generally perceived negatively, in particular as a result of adherence to monotheistic religions and cultural norms.

Because LGBT people tend to be rejected by their families, most keep their sexual orientation secret. Many lead a double life, marrying and starting a family to preserve their image in the eyes of their family.

Verbal and physical violence against LGBT people is still relatively widespread. Gender desks have been set up in many police stations, with officers trained to receive complaints from victims of gender-based violence.

The perpetrators of violence against LGBT people are most frequently from within the victim's own community, neighbourhood or even family. As a result, despite the existence of the gender desks, victims rarely turn to them. They fear that their sexual orientation or gender identity will be revealed and they have little confidence in the legal system. Moreover, complaints are often withdrawn under pressure from the family.

LGBT people face difficulties in accessing employment and housing. In healthcare, HIV programmes are the most inclusive, especially for men who have sex with men (MSM). Care for other conditions, such as mental health, is not always easily accessible.

LBQ women are generally as discreet as possible and often go unnoticed. Assaults on these people are more often verbal rather than physical. However, because of the greater family pressure on women, LBQs are more often victims of forced marriage than other LGBT people. The low profile of LBQs is reflected in the lack of specific healthcare programmes for them.

The LGBT category most strongly rejected in Côte d'Ivoire is transgender people, who are the most frequent victims of violence. However, one organisation for transgender people notes some improvement in terms of human rights and stigmatisation since transgender people were included in the sexual health programmes of international organisations in 2010. However, violence is still common.

People who make the transition through hormone therapy no longer legally exist because the law does not allow them to amend their identity documents to their new gender. As a result, it is often impossible for them to find a job, and sex work is the only option left to them. Although

prostitution is not banned in Côte d'Ivoire, transgender sex workers are sometimes arrested for soliciting. Transgender people also have difficulty finding and keeping accommodation and are sometimes reluctant to seek health services for fear of being stigmatised.

There is almost a total lack of information about the situation of transgender men (those biologically born female).

1. Sources / Méthodologie

Ce rapport a été rédigé suite à une mission conjointe de l'Analyse Pays du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM ; Suisse) et du Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA ; Belgique). Cette mission s'est déroulée en décembre 2022 et a permis de rencontrer les représentants d'agences étatiques, d'ONG, d'organisations de la société civile et d'organisations internationales, ainsi que des chercheurs académiques, à Abidjan et Bouaké. Les informations obtenues ont été complétées au moyen de publications, de presse ou académiques, publiées sur Internet et d'interviews complémentaires effectuées à distance.

Il y a lieu de préciser que la plupart des organisations LGBT rencontrées, qu'elles soient ouvertes à toutes les personnes LGBT ou se focalisent sur les personnes transgenres, sont dirigées par des hommes ou des personnes nées hommes et comprennent également une majorité de membres hommes ou nés hommes. Dès lors, les informations obtenues de leur part reflètent avant tout la réalité de ces groupes de personnes. Cela vaut également pour les publications concernant les personnes LGBT en Côte d'Ivoire, qui se concentrent également plutôt sur les mêmes profils de personnes LGBT, probablement du fait qu'elles sont plus visibles et accessibles. Dès lors, afin d'équilibrer le présent rapport, nous avons décidé de consacrer un chapitre spécifique aux femmes lesbiennes. Les personnes transgenres vivant une réalité très différente des autres personnes LGBT, nous leur consacrons également un chapitre propre.

Dans un souci d'actualité, nous avons tenté, dans la mesure du possible, d'utiliser uniquement des informations publiées après le 1^{er} janvier 2020.

1.1. Terminologie

Il y a lieu de souligner que, bien qu'une partie des sources consultées utilisent les termes LGBTIQ (*lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex, queer*), LGBTI ou LGBT, LGBT+, la majorité d'entre elles se concentrent sur les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH).

En général, nous avons repris les termes utilisés par les sources. Toutefois, afin de rendre le texte plus fluide, nous nous sommes parfois permis de remplacer certains termes par des synonymes ou leur abréviation.

S'agissant des personnes transgenres, nous avons opté pour les termes « femmes transgenres » pour les personnes nées hommes, mais qui se sentent femmes (aussi appelées « trans femmes ») et « hommes transgenres » pour les personnes nées biologiquement féminines qui se sentent hommes (aussi appelées « trans hommes »). Les sources ne faisant généralement pas de distinction entre « transgenre binaire », c'est-à-dire avec transition hormonale, ou « transgenre non binaire », sans transition hormonale, nous n'abordons pas ces différents cas de figure.

Au cours de notre mission en Côte d'Ivoire, nous avons remarqué quelques divergences au niveau de la compréhension de certains termes. Lorsque nous parlions de violences basées sur le genre (VBG), certains interlocuteurs pensaient avant tout aux violences dont les victimes sont des femmes ou des filles, ce qui nous obligeait à préciser nos questions pour obtenir également des informations concernant les personnes LGBT. De plus, certaines sources

utilisaient le terme VBG comme un synonyme de « violences sexuelles », et nous donnaient donc surtout des informations sur les violences incluant un rapport sexuel non consenti (mariage précoce/forcé consommé, mutilations génitales féminines, viol, mais également harcèlement sexuel), sans aborder les autres types de violences dont peuvent être victimes les personnes LGBT en raison de leur orientation sexuelle ou leur identité genre. Il y a lieu de tenir compte de ces différentes compréhensions à la lecture de sources locales.

Pour finir, nous aimerions préciser que n'étant pas experts des questions de genre et puisque ce rapport est notamment destiné à des personnes qui ne sont pas forcément spécialistes de ce domaine, nous avons opté pour les termes qui nous paraissent adaptés à des lecteurs non-initiés. Nous sommes conscients que les termes et catégories¹ utilisés ne reflètent pas forcément le ressenti des personnes qui sont le sujet de ce rapport.

2. Introduction

De manière générale, les informations obtenues reflètent avant tout la situation des personnes LGBT à Abidjan, ainsi que dans certains centres urbains. La situation dans les zones rurales n'est quasiment pas documentée.

Comme mentionné plus haut, la plupart des sources se concentrent sur la situation des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes. Malgré les efforts entrepris pour récolter des informations spécifiques sur les minorités sexuelles dont on parle moins, notamment les femmes lesbiennes ou bisexuelles ainsi que les personnes transgenres, leur situation, tout particulièrement celle des hommes transgenres, demeure sous-documentée.

Il convient de préciser que la majorité des informations récoltées émanent directement ou indirectement d'organisations LGBT. Elles reflètent donc la situation de personnes qui ont fait la démarche de s'adresser à une organisation et de se mettre en réseau avec des pairs. La situation de personnes hors associations – que ce soit par manque d'association dans leur région, par peur de s'exposer, ou tout simplement par qu'elles n'en ressentent pas le besoin – demeure difficile à appréhender.

Pour finir, il y a lieu de souligner que ce rapport ne prétend pas être exhaustif, bien que nous ayons tenté d'y rassembler un maximum d'informations pertinentes.

3. Cadre juridique

3.1. Législation en vigueur

La législation ivoirienne ne punit pas les relations sexuelles entre personnes de même sexe adultes et consentantes.²

Si l'art. 360 de l'ancien code pénal prévoyait encore une peine minimale plus lourde en cas d'outrage public à la pudeur lorsqu'il impliquait des personnes de même sexe,³ cette circonstance aggravante n'apparaît plus dans le Code pénal de 2019.⁴ L'outrage public à la

¹ Voir p.ex. ; Christophe Broqua, Joseph Larmarange. Seriously accounting for local categories: Gendered sexual orientation among "men who have sex with men" in Côte d'Ivoire. December 2022. <https://hal.science/hal-03880304/document> (03.11.2023).

² République de Côte d'Ivoire, Abidjan. Loi n° 2019-574 portant Code pénal, 10.07.2019. https://www.famille.gouv.ci/public/documents/doc_drcc/loi_2019-574_portant_code_p%C3%A9nal.pdf (04.10.2023).

³ République de Côte d'Ivoire, Abidjan. Loi n° 81-640 du 31 juillet 1981 instituant le code pénal, art. 360. <https://www.gouv.ci/doc/accords/1512502410CODE-PENAL.pdf> (04.04.2023).

⁴ République de Côte d'Ivoire, Abidjan. Loi n° 2019-574 portant Code pénal, art.416. https://www.famille.gouv.ci/public/documents/doc_drcc/loi_2019-574_portant_code_p%C3%A9nal.pdf (04.10.2023).

pudeur, y compris des actes intimes entre personnes de sexe opposé ou de même sexe accomplis en public, demeure punissable.⁵

La loi sur le mariage de 2019 n'autorise pas le mariage entre personnes de même sexe, mais uniquement le mariage monogame entre un homme et une femme.⁶

Fin 2021, les parlementaires ivoiriens ont rejeté l'introduction à l'art 226 du Code pénal de l'interdiction de la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle.⁷

Plusieurs sources estiment qu'il en résulte une situation floue, voire même un vide juridique : en effet, s'il n'y pas de pénalisation de la sexualité des personnes LGBT, il n'y pas non plus de protection pour ces personnes.⁸ Le Conseil national des Droits de l'homme (CNDH) observe que nombre de personnes LGBT se croient « illégales » et, le cas échéant, ne se rendent pas compte que leurs droits sont violés.⁹

On peut toutefois noter que la Constitution ivoirienne indique en son article 4 que « Tous les Ivoiriens naissent et demeurent libres et égaux en droit. ». De plus, l'art. 123 de la Constitution précise que « les traités ou accords régulièrement ratifiés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois ». ¹⁰ Or la Côte d'Ivoire a ratifié plusieurs traités ou accords internationaux qui, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), « accordent une protection juridique aux citoyens des pays signataires, sans discrimination, y compris les personnes LGBTI ». ¹¹

Le PNUD ajoute que les « transsexuels au regard de la loi pénale se trouve encore dans une certaine insécurité juridique, eu égard à la répression de faits comme le racolage imputés aux travailleurs du sexe ». ¹²

Le CNDH précise que la Côte d'Ivoire a ratifié des traités internationaux prohibant la discrimination fondée sur le sexe et sur « toute autre situation », et note que l'interprétation

⁵ U.S Department of State, Washington D.C. 2022 Country Reports on Human Rights Practices: Côte d'Ivoire, 20.03.2023. <https://www.state.gov/reports/2022-country-reports-on-human-rights-practices/cote-divoire> (06.10.2023).

⁶ République de Côte d'Ivoire, Abidjan. Loi n° 2019-570 du 26 juin 2019 relative au mariage, 12.07.2019. https://www.famille.gouv.ci/public/documents/doc_drc/loi_2019-570_sur_le_mariage.pdf (18.04.2023) / Gouvernement de Côte d'Ivoire, Abidjan. Loi sur le mariage en Côte d'Ivoire : des innovations majeures intégrées pour réduire les inégalités entre l'homme et la femme, 15.02.2023. <https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=14740&d=1> (18.10.2023).

⁷ TV5 Monde, Paris. Côte d'Ivoire : la nouvelle loi contre les discriminations exclut les personnes homosexuelles, 11.11. 2021. <https://information.tv5monde.com/afrique/cote-d-ivoire-la-nouvelle-loi-contre-les-discriminations-exclut-les-personnes-homosexuelles> (04.10.2023) / République de Côte d'Ivoire, Abidjan. Loi n° 2021-893 du 21 décembre 2021 modifiant la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal, 21.12.2021. <https://loidici.biz/2022/02/25/loi-n-2021-893-du-21-decembre-2021-modifiant-la-loi-n2019-574-du-26-juin-2019-portant-code-penal-2/non-classe/> (04.10.2023).

⁸ Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH), Abidjan. Entretien du 14.12.2022 / Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordonnatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

⁹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 12. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023)

¹⁰ République de Côte d'Ivoire. Loi 2016-886 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, telle que modifiée par la loi constitutionnelle n° 2020-348 du 19 mars 2020, mars 2022. https://senat.ci/recueildocs/Constitution%20de%20Cote%CC%82te%20d%27Ivoire_Recueil%20des%20textes%20du%20Se%CC%81nat_24%20mars%202022.pdf (27.10.2023).

¹¹ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.6, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

¹² PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.5, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

extensive de « toute autre situation » inclut l'identité de genre et l'orientation sexuelle. En Côte d'Ivoire, le droit international prime sur le droit national.¹³

3.2. Arrestations et jugements de personnes LGBT

Bien qu'il n'existe pas de loi criminalisant la prostitution, les personnes LGBT sont parfois victimes de rafles ou d'autres abus sur la base des dispositions sur le racolage ou d'autres dispositions (p.ex. répression des établissements de prostitution).¹⁴

Selon un rapport du PNUD, les personnes LGBT en détention provisoire le sont surtout pour racolage, coups et blessures, chantage. Il s'agit avant tout de personnes actives dans le milieu de la prostitution.¹⁵

L'Observatoire ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH), une ONG basée à Abidjan qui a fait des monitorings de lieux de détention, estime que les homosexuels qui sont incarcérés le sont généralement pour des délits de droits communs, plus rarement pour attentat à la pudeur.¹⁶

4. Organisations LGBT

En Côte d'Ivoire, les organisations des droits de l'homme généralistes se mobilisent peu sur les droits des personnes LGBT.¹⁷

Il existe plusieurs dizaines d'organisations LGBT en Côte d'Ivoire. L'Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest (ISDAO) en a interviewées 20 pour sa « Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest », parue en décembre 2022,¹⁸ tandis que le CNDH a atteint 28 associations pour sa « Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire » publiée en 2023, sans toutefois réussir à savoir combien d'associations LGBT au total sont actives dans le pays.¹⁹

¹³ CNDH, Abidjan. Note de plaidoyer en faveur de la protection et de la promotion des droits des minorités sexuelles en Côte d'Ivoire, novembre 2022, p.7ss. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/NOTE-DE-PLAIDOYER-EN-FAVEUR-DE-LA-PROTECTION-ET-DE-LA-PROMOTION-DES-DROITS-DES-MINORITES-SEXUELLES-ET-DE-GENRE-Input-CNDH-Format-A6-2.pdf> (30.11.2023).

¹⁴ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.15, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

¹⁵ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.10, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

¹⁶ Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH), Abidjan. Entretien du 14.12.2022.

¹⁷ Un responsable de la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO), Abidjan. Entretien du 06.12.2022.

¹⁸ ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.18.

¹⁹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p.5 + 8. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).



FONDY GENDER CIV	
TRANSGENRES et DROITS	
QET INCLUSION	
ONG DADI	
TIRA ORGANIZATIONS	
ONG KATIA	
AFRICA SUNRISE	
WOMENPLIN	
SECOURS SOCIAL	
ANONYME	
AFRIK'HORIZON	
OMBRE ET LUMIERE	
LA RELEVÉ	
ARC-EN-CIEL PLUS	
JOIE DE VIVRE À L'AISE- JOVIAL	
ONG LIKEPKPA	
WAF	
ONG GROMO	
INITIATIVE TITE	
BERA	
YASSOUA	
LLACI	
ONG ILAA	
Africa New Craft	
All Inside	
Alternative CI	
Cœur en couleur	
Taxabia	

ABIDJAN	
AGBOVILLE	
BASSAM	
BONDOUNGOU	
BOUAFLE	
BOUAKE	
DABOU	
DALOA	
KORHOGO	
SAN PEDRO	
YAMOOUSSOUKRO	

Figure 1: Cartographie des organisations LGBTIQ+ contactées par le CNDH.²⁰

²⁰ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p.5. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023). Autorisation de reproduction reçue le 19.01.2024

La plupart des organisations LGBT se trouvant à Abidjan,²¹ la capitale économique fait un effet de locomotive sur les autres villes ivoiriennes.²² Il existe quelques organisations dans d'autres centres urbains (Bouaké, San Pedro, Korhogo, etc.) et certaines organisations qui ont leur siège à Abidjan sont également actives dans d'autres régions.²³

Selon une organisation de femmes LBQ, les organisations LGBT « généralistes » regroupent surtout des hommes et se concentrent ainsi avant tout sur les problématiques rencontrées par les hommes.²⁴ Historiquement, ce sont avant tout les HSH qui ont bénéficié de l'attention des donateurs, le plus souvent dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA. Dès lors les organisations LGBT les mieux établies sont le plus souvent dirigées par des HSH. Les problèmes propres aux autres minorités sexuelles, notamment les femmes ayant des relations sexuelles avec des femmes (FSF) et les personnes transgenres, ont ainsi été marginalisés. Le CNDH note toutefois l'émergence de nouvelles associations LGBT+ à l'assise plus large.²⁵

Le CNDH observe également que la mobilisation LGBT en Côte d'Ivoire reflète la société patriarcale dans laquelle elle s'inscrit. On y rencontre un certain sexisme envers les femmes.²⁶

Selon le rapport de le CNDH, il existe au moins huit organisations de femmes LBQ en Côte d'Ivoire,²⁷ dont les plus connues sont: *Lesbians Life Association Côte d'Ivoire* (LLACI) et *Woman African Freedom* (WAF), toutes deux basées à Abidjan.²⁸

Il existe 5 ou 6 associations transgenres en Côte d'Ivoire,²⁹ dont notamment FONDYGENDER et l'ONG KATIA, toutes deux à Abidjan.³⁰ La plupart de ces organisations ont été créées au cours des cinq dernières années.³¹

La Coupole Akwaba est une organisation faîtière créée en juin 2018 et regroupant une vingtaine d'organisations LGBTQI.³² Il existe aussi le Réseau des Organisations des Populations Clés (ROPC-CI). Cette plateforme, qui réunit plusieurs organisations LGBT est avant tout active dans les domaines de la santé (avec un focus sur le VIH/SDIA, la tuberculose et le paludisme) et des droits humains.³³

²¹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p.5 + 8. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

²² Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, Université Alassane Ouattara, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

²³ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p.5. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

²⁴ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁵ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p.6 / 14-15. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

²⁶ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p.15. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

²⁷ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p.21. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

²⁸ LLACI, Abidjan. Contacts, pas de date. <https://www.alqi.qc.ca/solidarite/llaci/contacts.html> (28.11.2023) / Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁹ ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.65.

³⁰ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³¹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³² La Coupole Akwaba, Abidjan. Appel à recrutement d'un/une consultant, 17.04.2023. https://www.facebook.com/photo/?fbid=552906530283128&set=pb.100066913571549.-2207520000.&locale=fr_FR (28.11.2023).

³³ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

Plusieurs organisations ont expliqué que pour pouvoir être reconnues par les autorités, elles se sont concentrées sur la lutte contre le VIH. Dès lors, bon nombre d'organisations LGBT sont enregistrées comme organisations de promotion de la santé et rattachées au Ministère de la santé.³⁴ Une organisation ajoute que du fait qu'il n'existe pas de loi contre la discrimination des personnes LGBT, les organisations ne peuvent pas être reconnues en tant qu'organisation de défense des droits des LGBT. Elles peuvent donc s'enregistrer comme association dans le domaine de la santé ou dans le domaine des droits humains en général.³⁵

Le CNDH confirme que les organisations qui demandent à se faire enregistrer en mentionnant explicitement qu'elles sont des organisations LGBT essuient généralement un refus pour des raisons « morales ». Par contre, si leur mission comprend la prévention et le traitement du VIH au profit des groupes vulnérables, il y a des chances qu'elles soient officiellement reconnues.³⁶

5. Perception des personnes LGBT

5.1. Par la société ivoirienne en général

Une étude datant de 2017 s'est penchée sur les idéologies associées à l'homosexualité dans la population de Bouaké. Il en ressort qu'en général, la population a une perception « extrêmement négative » de l'homosexualité, qui se traduit par une terminologie injurieuse et dévalorisante. Elle attribue l'orientation sexuelle homosexuelle aux causes suivantes :³⁷

- un dysfonctionnement psychologique, qu'il convient de soigner ;
- des mauvaises fréquentations ou un entourage inadapté (p.ex. entourage familial majoritairement féminin) ;
- des parents stricts qui empêchent le/la jeune de rencontrer des personnes du sexe opposé afin d'éviter toute relation sexuelle avant le mariage ;
- l'appât du gain (relations sexuelles rémunérées) ;
- le détachement des préceptes religieux, voire même la sorcellerie.

Le poids de la religion, des traditions et des coutumes influence cette perception négative de l'homosexualité, qui est notamment vue comme une pratique qui défie les préceptes religieux (chrétiens, musulmans ou juifs).³⁸ Un prêtre et universitaire qui officie dans un diocèse ivoirien explique : « dans les sociétés africaines, en général une sexualité qui n'est pas procréatrice est une infamie. [...], parce que les Africains restent attachés à l'idée d'être médiateur [sic] de vie, acteur [sic] de la vie et de donner la vie pour que la communauté, dans laquelle on vit et on meurt, ne s'éteigne pas après nous et que, d'une certaine façon, nous y soyons toujours présent [sic]. Il y a là dedans [sic] une sorte de « valeur sociale » [...] ».³⁹

Dans le cadre d'une étude plus récente sur la représentation sociale de l'homosexualité en Côte d'Ivoire, plusieurs chercheurs ivoiriens ont analysé des commentaires sur un site

³⁴ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁵ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁶ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 19. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

³⁷ Parfait Kouakou, Bouaké. Idéologies et terminologies associées à l'homosexualité chez les populations de Bouaké, Côte d'Ivoire, 2017. <http://dx.doi.org/10.19044/esj.2017.v13n32p153> (05.10.2023).

³⁸ Parfait Kouakou, Bouaké. Idéologies et terminologies associées à l'homosexualité chez les populations de Bouaké, Côte d'Ivoire, 2017, p.165. <http://dx.doi.org/10.19044/esj.2017.v13n32p153> (05.10.2023).

³⁹ La Croix Africa, Montrouge. Orientation sexuelle : un groupe de mot inaudible [sic] en Côte d'Ivoire ?, <https://africa.la-croix.com/orientation-sexuelle-un-groupe-de-mot-inaudible-en-cote-divoire/#:~:text=Le%2010%20novembre%202021%2C%20dans,pas%20%C3%A9t%C3%A9%20admis%20par%20les> (30.11.2023).

d'information ivoirien. Les auteurs ont identifié 14 % de commentaires dénotant une acceptation de la pratique, contre 86 % la proscrivant.⁴⁰

En Côte d'Ivoire, comme dans d'autres pays de la sous-région, on considère souvent que l'homosexualité n'est pas africaine et qu'elle a été importée de l'Occident.⁴¹

Par ailleurs, une partie de la population considère que l'identité homosexuelle n'est que temporaire, car guidée par l'appât du gain.⁴² En 2021, un sociologue a déclaré : « Face à l'occidentalisation donc et au mimétisme que nous connaissons, certains Africains s'adonnent à des pratiques qui jadis étaient très cachées. Cette pratique devient de plus en plus courante. Face à la pauvreté, certains jeunes se livrent à l'homosexualité avec des personnes qui ont suffisamment de moyens ».⁴³

Un chercheur du Laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké a déclaré que les LGBT sont vus comme « déviants » en Côte d'Ivoire.⁴⁴

Dans son rapport de base sur la Côte d'Ivoire, rédigé dans le cadre de l'Initiative pour une gouvernance inclusive, le PNUD note toutefois une évolution de l'attitude du public à l'égard des sexualités et des « genres non normatifs ».⁴⁵

Alternative Côte d'Ivoire, une ONG LGBT basées à Abidjan, observe également une nette évolution et précise qu'il y a dix ans, il était quasiment impossible d'obtenir la présence d'un membre d'un ministère lors d'une activité d'une organisation LGBT. Ces fonctionnaires craignaient d'être taxés de LGBT ou qu'on les accuse de faire la promotion de l'homosexualité. Ils sont aujourd'hui beaucoup plus réceptifs en ce qui concerne les droits humains, notamment lorsqu'on parle de droit à la santé et de violences. Alternative Côte d'Ivoire ajoute qu'avant, dans les termes de référence (ToR) des projets, il fallait toujours écrire « populations clés », alors qu'il est désormais possible d'écrire « LGBT ».⁴⁶

Au lieu de parler des droits des personnes LGBT, certaines personnes sont plus réceptives aux droits humains de manière générale, et à l'idée que ces droits doivent être les mêmes pour tous.⁴⁷

5.2. Dans la famille

Une étude sociodémographique menée par plusieurs chercheurs ivoiriens auprès de personnes homosexuelles fréquentant la Clinique Confiance (un centre de santé destiné aux personnes professionnelles du sexe ou/et homosexuelles) à Abidjan a montré que près de

⁴⁰ Dedou NGuessan, Zamblé Goin Bi, Anado Ahizi, Abidjan / Bouaké / Korhogo. Analyse du discours et représentations sociales de l'homosexualité en Côte d'Ivoire : controverses autour d'une orientation sexuelle, octobre 2022. https://www.revue-akofena.com/wp-content/uploads/2022/09/06-T06v04-25-Dedou-Gruzshca-Ferrand-NGUESSAN-Zamble-Theodore-GOIN-BI-Anado-Jean-Michel-AHIZI_65-78.pdf (16.10.2023).

⁴¹ Parfait Kouakou, Bouaké. Idéologies et terminologies associées à l'homosexualité chez les populations de Bouaké, Côte d'Ivoire, 2017, p.165. <http://dx.doi.org/10.19044/esj.2017.v13n32p153> (05.10.2023) / 7info, Abidjan. Affaire Love Gugu-Yvidero: "Aucune loi n'interdit l'homosexualité en Côte d'Ivoire", 24.08.2021. <https://www.7info.ci/affaire-love-gugu-yvidero-aucune-loi-ninterdit-lhomosexualite-en-cote-divoire/> (17.10.2023).

⁴² CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 17. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023)

⁴³ 7info, Abidjan. Affaire Love Gugu-Yvidero: "Aucune loi n'interdit l'homosexualité en Côte d'Ivoire", 24.08.2021. <https://www.7info.ci/affaire-love-gugu-yvidero-aucune-loi-ninterdit-lhomosexualite-en-cote-divoire/> (17.10.2023).

⁴⁴ Leh By Z.Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, UAO, Bouaké. Entretien du 09.12.2022

⁴⁵ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.5., <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

⁴⁶ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁴⁷ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

78 % des sondés, pour la plupart des hommes, n'avaient pas révélé leur orientation sexuelle à leur famille.⁴⁸

Alternative Côte d'Ivoire explique que la religion est très ancrée dans la plupart des familles. Dès lors, les personnes homosexuelles n'osent pas faire de coming-out. En effet, selon notre interlocuteur, pour une famille, avoir un fils homosexuel est une catastrophe.⁴⁹

Toujours selon la même source, la stigmatisation la plus forte à l'encontre des LGBT est le fait des familles, et non des autorités. L'organisation connaît deux cas de suicide au cours des dix dernières années dus à la pression familiale.⁵⁰

Un rapport du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), la première expérience de harcèlement ou de violence homophobe vécue par une personne LGBT se déroule en général dans le cercle familial.⁵¹ En effet, la réaction de la famille envers un jeune LGBT est le plus souvent le rejet. Il arrive qu'il soit battu avant d'être exclu, mais il est rare que les violences aillent jusqu'au meurtre.⁵² Quand un adolescent est rejeté par sa famille, il doit parfois quitter son foyer et abandonner l'école.⁵³

La famille joue un rôle prépondérant dans la société ivoirienne. Dès lors, la pression familiale pour se marier et avoir des enfants constitue l'un des plus gros problèmes pour les personnes LGBT.⁵⁴ Souvent, arrivées à un certain âge, les personnes LGBT qui ne sont pas autonomes sur le plan financier sont obligées de se marier. Celles qui sont autonomes ou vivent seules (soit le plus souvent des hommes), peuvent prétexter qu'elles ne sont pas encore prêtes pour le mariage.⁵⁵ Cependant, la plupart des personnes LGBT se marient pour avoir une couverture. Elles vivent une double-vie pour la cohésion familiale ou pour garder une bonne image auprès de la famille.⁵⁶

Si certains HSH apprécient cette double-vie car elle leur permet de fonder une famille,⁵⁷ d'autres la supportent mal. Certains ont failli se suicider après que leur épouse a découvert leur homosexualité.⁵⁸

Dans ce type d'union, la situation du HSH dépend de son épouse. Certaines protègent leur mari, d'autres pas du tout.⁵⁹ Le rêve de la plupart des HSH est de trouver une FSF pour se marier. Toutefois, le mariage seul n'arrange pas tout, car la famille attend aussi du couple qu'il donne naissance à des enfants.⁶⁰

Secours Social, une ONG LGBT basée à Bouaké, ajoute qu'à Abidjan, les esprits sont plus ouverts, mais dans le Nord, ou dans certaines ethnies, si on ne se marie pas, la famille trouve un(e) conjoint(e) et organise le mariage.⁶¹

⁴⁸ Akou Loba, Yoro Yrobo et Kobénan Kouadio, Abidjan. Profil sociodémographique d'une population homosexuelle à Abidjan, septembre 2021. [https://www.ijhssi.org/papers/vol10\(9\)/Ser-1/E1009012734.pdf](https://www.ijhssi.org/papers/vol10(9)/Ser-1/E1009012734.pdf) (17.10.2023).

⁴⁹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁵⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁵¹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 10. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023)

⁵² Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁵³ ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.31s.

⁵⁴ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁵⁵ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

⁵⁶ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁵⁷ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

⁵⁸ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁵⁹ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

⁶⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁶¹ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

Selon une analyste du PNUD, les cas de mariage forcé d'adultes LGBT sous la pression familiale sont récurrents en Côte d'Ivoire. La pression est plus forte sur les femmes.⁶²

Alternative Côte d'Ivoire précise que la pression en vue du mariage est également plus forte dans les familles musulmanes, les familles chrétiennes seraient plus tolérantes.⁶³

Dans les familles aisées de Côte d'Ivoire, qui ont voyagé, la conception de l'homosexualité est différente. Le coming-out peut y arriver et la famille peut accepter. Toutefois, une certaine pression demeure. Ainsi, certains parents exigent que leur enfant s'arrange toute de même pour leur faire des petits-enfants. D'autres mettent sur pied un mariage pour préserver l'image de la famille et éviter d'être la risée de la grande famille. Ce genre de situation est difficile sur le plan psychologique pour la personne LGBT.⁶⁴

5.3. Prises de position de leaders

Selon un rapport du PNUD publié en 2022, depuis l'indépendance, aucun chef d'état ivoirien n'a tenu de discours homophobe ou anti-LGBTI. Par ailleurs, les cadres du gouvernement sont prêts à s'engager en faveur des droits humains et de la dignité pour tous. La plupart d'entre eux reconnaissent l'existence de la communauté LGBTI.⁶⁵

Les leaders politiques, généralement, n'abordent pas ouvertement la question de l'orientation sexuelle ou de l'identité genre.⁶⁶ Selon Alternative Côte d'Ivoire, il demeure compliqué qu'un personnage public soutienne la cause LGBT, car cela équivaldrait à un « suicide professionnel ». Les réseaux sociaux s'enflammeraient tout de suite. Les « VIP » ne veulent pas que leur nom soit associé aux LGBT.⁶⁷

En 2021, dans le cadre d'un projet de modification de l'art. 226 du code pénal, la question des droits des personnes homosexuelles a créé la polémique. Dans le texte soumis au parlement, la disposition sur la discrimination avait été complétée pour interdire la discrimination basée sur l'orientation sexuelle. Plusieurs partis politiques et églises s'étaient exprimés contre cet ajout.⁶⁸ Un député avait notamment mis l'homosexualité sur le même plan que la zoophilie.⁶⁹ Les parlementaires ont fini par décider à l'unanimité de retirer la mention « orientation sexuelle ».⁷⁰ En avril 2022, suite à l'adoption de la modification du code pénal, le Président de

⁶² Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordonnatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁶³ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁶⁴ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁶⁵ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.5., <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

⁶⁶ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

⁶⁷ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁶⁸ Le Nouveau Réveil, Abidjan. Assemblée nationale / Après de vifs débats sur "l'orientation sexuelle", hier : Voici la consigne de vote du Groupe parlementaire PDCI, 01.12.2021. <https://news.abidjan.net/articles/701299/assemblee-nationale-apres-de-vifs-debats-sur-lorientation-sexuelle-hier-voici-la-consigne-de-vote-du-groupe-parlementaire-pdci> (17.10.2023) / Koaci.com, Abidjan. Côte d'Ivoire : Le Groupe Parlementaire EDS se félicite du retrait de l'expression « orientation sexuelle » du projet de modification de l'article 226 de la loi portant code pénal (Homosexualité), 09.11.2021. https://www.koaci.com/article/2021/11/09/cote-divoire/politique/cote-divoire-le-groupe-parlementaire-eds-se-felicite-du-retrait-de-lexpression-orientation-sexuelle-du-projet-de-modification-de-larticle-226-de-la-loi-portant-code-penal-homosexualite_155302.html (17.10.2023).

⁶⁹ TV5 Monde, Paris. Côte d'Ivoire : la nouvelle loi contre les discriminations exclut les personnes homosexuelles, 11.11. 2021. <https://information.tv5monde.com/afrique/cote-d-ivoire-la-nouvelle-loi-contre-les-discriminations-exclut-les-personnes-homosexuelles> (04.10.2023).

⁷⁰ RFI, Issy Les Moulineaux. Côte d'Ivoire: polémique sur les droits des personnes homosexuelles, 11.11.2021. <https://www.rfi.fr/afrique/20211110-c%C3%B4te-d-ivoire-pol%C3%A9mique-sur-l-homosexualit%C3%A9> (17.10.2023) / TV5 Monde, Paris. Côte d'Ivoire : la nouvelle loi contre les discriminations exclut les personnes homosexuelles, 11.11. 2021. <https://information.tv5monde.com/afrique/cote-d-ivoire-la-nouvelle-loi-contre-les-discriminations-exclut-les-personnes-homosexuelles> (04.10.2023) / La Croix Africa, Montrouge. Côte d'Ivoire : la Fédération évangélique interpelle les députés sur le vote d'un projet de loi, 30.11.2021. <https://africa.la->

l'Assemblée nationale a affirmé que la pratique de l'homosexualité « n'épouse pas nos valeurs culturelles et morales, car contraire à la législation en vigueur concernant la définition du mariage ». ⁷¹ En effet, cette mention de l'orientation sexuelle dans le code pénal avait souvent été interprétée comme une première étape vers la légalisation du mariage homosexuel. ⁷²

Suite à cette polémique, les leaders religieux d'églises protestantes et évangéliques ont exhorté les jeunes à ne pas s'inscrire dans l'idée d'orientation sexuelle et ont enjoint les parents à prendre en main l'éducation de leurs enfants en ce sens pour les protéger et éviter de les pervertir. ⁷³

Plus récemment, en juin 2023, les évêques de Côte d'Ivoire ont alerté sur certaines évolutions sociales, notamment sur « la culture du " tout m'est permis " avec la promotion entre autres du mouvement LGBT ». Ajoutant qu'il ne s'agissait pas d'une valeur à promouvoir, le communiqué des évêques précisait que l'Eglise reste cependant ouverte à tous ses enfants pour les accompagner. ⁷⁴ Quelques jours plus tard, c'est le Consistoire des protestants évangéliques de Côte d'Ivoire qui s'indignait de la promotion des mouvements LGBT. ⁷⁵

En septembre 2023, le Conseil supérieur des imams, des mosquées et des affaires islamiques en Côte d'Ivoire (COSIM-CI) s'est insurgé contre les pratiques homosexuelles et appelé la population à suivre les pratiques prescrites et autorisées dans les livres saints pour « demeurer différent des animaux ». Il a ajouté que la société ivoirienne n'admet pas « les pratiques homosexuelles, gay, lesbiennes ou transgenres ». ⁷⁶

Toutefois, l'ONG KATIA estime que dans l'ensemble, les leaders religieux ne parlent généralement pas des personnes LGBT. Toutefois, il en existe certains (p.ex. le révérend Wilfried Zahui) ⁷⁷ qui les insultent. ⁷⁸

On peut relever l'existence de l'Alliance des religieux pour la santé intégrale et la promotion de la personne humaine en Côte d'Ivoire (ARSIP), une ONG apolitique, ⁷⁹ qui se positionne contre les violences et violations des droits humains envers des LGBT. L'ARSIP collabore

croix.com/cote-divoire-la-federation-evangelique-interpelle-les-deputes-sur-le-vote-dun-projet-de-loi/ (17.10.2023).

⁷¹ Scooper News, lieu inconnu. Libéralisation De L'homosexualité En Côte d'Ivoire : Voici Ce Qui A Été Décidé Par Les Députés, 04.04.2022. <https://www.scoopernews.com/2022/04/04/lib-ralisation-de-l-homosexualit-en-cote-d-ivoire-voici-ce-qui-a-t-d-cid-par-les-d-put-s/25557632> (24.10.2023).

⁷² Scooper News, lieu inconnu. Libéralisation De L'homosexualité En Côte d'Ivoire : Voici Ce Qui A Été Décidé Par Les Députés, 04.04.2022. <https://www.scoopernews.com/2022/04/04/lib-ralisation-de-l-homosexualit-en-cote-d-ivoire-voici-ce-qui-a-t-d-cid-par-les-d-put-s/25557632> (24.10.2023) / TV5 Monde, Paris. Côte d'Ivoire : la nouvelle loi contre les discriminations exclut les personnes homosexuelles, 11.11. 2021. <https://information.tv5monde.com/afrique/cote-d-ivoire-la-nouvelle-loi-contre-les-discriminations-exclut-les-personnes-homosexuelles> (04.10.2023).

⁷³ AIP, Abidjan. Les leaders d'Eglises prient le gouvernement de prendre "des mesures vigoureuses" pour protéger la famille, 05.12.2021. <https://news.abidjan.net/articles/701457/les-leaders-deglises-prient-le-gouvernement-de-prendre-des-mesures-vigoureuses-pour-protger-la-famille> (17.10.2023).

⁷⁴ 7info, Abidjan. Homosexualité : les évêques catholiques de Côte d'Ivoire dénoncent, 06.06.2023. <https://www.7info.ci/homosexualite-les-eveques-catholiques-de-cote-divoire-denoncent/> (24.10.2023).

⁷⁵ Afrique sur 7, Abidjan. Côte d'Ivoire : Le Consistoire protestant s'élève contre les mouvements LGBT, 10.06.2023. <https://www.afrique-sur7.ci/493433-cote-divoire-le-consistoire-protestant-seleve-contre-les-mouvements-lgbt> (24.10.2023).

⁷⁶ Le Nouveau Réveil, Abidjan. Côte d'Ivoire. « Notre société n'admet pas les pratiques homosexuelles » (Imam), 02.10.2023. <https://afriksoir.net/cote-divoire-notre-societe-nadmet-pas-les-pratiques-homosexuelles-imam/> (31.11.2023).

⁷⁷ P.ex. Révérend Wilfried Zahui, Jésus est mort pour le péché, 23.07.2022. <https://www.youtube.com/watch?v=plpIDxSZaKM> (21.10.2023).

⁷⁸ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

⁷⁹ ARSIP, Abidjan. Avis d'appel d'offres national, aucun date (2021). https://www.educarriere.ci/pics/telechargements/316-avis-d-appel-d-offre-assurance_rt_04052021.pdf (24.10.2023).

notamment avec Alternative Côte d'Ivoire en offrant des médiations de la part d'imams ou de pasteurs.⁸⁰

En Côte d'Ivoire, aucune personnalité importante n'a fait son coming-out. Toutefois, selon Alternative Côte d'Ivoire, certaines personnes connues aident la communauté LGBT, mais de manière discrète.⁸¹

5.4. Dans le monde académique

Au cours des dernières années, quelques chercheurs ivoiriens issus de différentes universités ivoiriennes et de diverses facultés ont publié des études concernant les personnes LGBT en Côte d'Ivoire.⁸² Cependant, dans l'ensemble, ce type de recherches restent rares et la situation des personnes LGBT dans le pays est peu documentée. En effet, l'orientation sexuelle ou l'identité genre sont souvent uniquement mentionnées en marge des études.⁸³

Créé en 2020, le Laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, tente de remédier à cet état de fait. Ce laboratoire, qui réunit des doctorants et des chercheurs de plusieurs disciplines (psychologie, sociologie, criminologie, etc.), travaille, entre autres, sur des questions liées à l'orientation sexuelle et l'identité genre.⁸⁴

Il est intéressant de noter que le LA2SGED ne figure pas sur la liste des laboratoires de recherche publiée sur le site de l'Université.⁸⁵ Le directeur de ce labo a déclaré que depuis qu'il y travaille, il est vu comme un activiste LGBTIQ par ses collègues.⁸⁶

En octobre 2022, le LA2SGED a organisé un colloque de trois jours intitulé « Regards croisés sur la thématique des minorités sexuelles et de genre en Afrique ».⁸⁷ Cet événement a non seulement réuni des chercheurs et des activistes, mais aussi des représentants de ministères et de l'ambassade d'Allemagne.⁸⁸

Par ailleurs, l'Université de Bouaké s'est engagée à thématiser la diversité sexuelle, l'orientation sexuelle, l'identité genre et les LGBTI dans certains modules de formation ou curricula.⁸⁹ A titre d'exemple, le LA2SGED entend ajouter un module « minorités » dans le

⁸⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁸¹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁸² Notamment : Dedou NGuessan, Zamblé Goin Bi, Anado Ahizi, Abidjan / Bouaké / Korhogo. Analyse du discours et représentations sociales de l'homosexualité en Côte d'Ivoire : controverses autour d'une orientation sexuelle, octobre 2022. https://www.revue-akofena.com/wp-content/uploads/2022/09/06-T06v04-25-Dedou-Gruzshca-Ferrand-NGUESSAN-Zamblé-Theodore-GOIN-BI-Anado-Jean-Michel-AHIZI_65-78.pdf (16.10.2023) / Akou Loba, Yoro Yrobo et Kobénan Kouadio, Abidjan. Profil sociodémographique d'une population homosexuelle à Abidjan, septembre 2021. [https://www.ijhssi.org/papers/vol10\(9\)/Ser-1/E1009012734.pdf](https://www.ijhssi.org/papers/vol10(9)/Ser-1/E1009012734.pdf) (17.10.2023).

⁸³ Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED), Université Alassane Ouattara (UAO), Bouaké et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, UAO, Bouaké. Entretien du 09.12.2022

⁸⁴ Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED), Université Alassane Ouattara (UAO), Bouaké et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, UAO, Bouaké. Entretien du 09.12.2022

⁸⁵ Université Alassane Ouattara, Bouaké. Laboratoire de recherche, aucune date. <https://univ-ao.edu.ci/recherche/laboratoire-de-recherche/> (20.11.2023).

⁸⁶ Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED), Université Alassane Ouattara (UAO), Bouaké. Entretien du 09.12.2022

⁸⁷ Université Alassane Ouattara, Bouaké. Colloque international sur le thème : « regards croisés sur la thématique des minorités sexuelles et de genre en Afrique », aucune date. <https://univ-ao.edu.ci/colloque-international-sur-le-theme-regards-croises-sur-la-thematique-des-minorites-sexuelles-et-de-genre-en-afrique/> (30.11.2023).

⁸⁸ Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED), Université Alassane Ouattara (UAO), Bouaké et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, UAO, Bouaké. Entretien du 09.12.2022

⁸⁹ Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH), Abidjan. Entretien du 14.12.2022 / PNUD Côte d'Ivoire, Abidjan. Rapport annuel 2022, p.21. <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/rapport-annuel-2022-pnud-ci> (20.11.2023)

curriculum « santé sexuelle ».⁹⁰ Selon un article de presse, un module « droits de l'homme » en lien avec le VIH et les minorités sexuelles pourrait également voir le jour à Abidjan.⁹¹

A noter que certains chercheurs laissent transparaître des jugements de valeurs dans leurs études ou interventions dans les médias.⁹²

5.5. Rôle des médias

Selon une étude publiée en 2017, la mondialisation et l'accès aux médias numériques ont confronté les pays africains aux réalités d'autres pays, ce qui a contribué à une plus grande visibilité de l'homosexualité, notamment dans les grandes villes africaines. Ces médias, souvent favorables aux débats sur les droits des personnes LGBT favorisent un changement des mentalités vers une plus grande tolérance.⁹³

Cependant, le CNDH estime qu'en Côte d'Ivoire, les médias offrent souvent une tribune à des personnes influentes homophobes, tandis qu'elles donnent peu ou pas la parole à des voix plus modérées ou progressistes.⁹⁴

En mai 2022, le talkshow ivoirien « La Réunion » a reçu, entre autres invités, une influenceuse lesbienne, pour débattre de la thématique de l'orientation sexuelle.⁹⁵ Cette émission a suscité de nombreuses réactions.⁹⁶ Le surlendemain de sa diffusion, la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA) a publié un communiqué dans lequel elle a critiqué la diffusion de contenus qui « portent atteinte aux valeurs fondamentales de la famille, aux bonnes mœurs ou incitent à des comportements jugés déviants au regard des valeurs socio-culturelles locales et perturbent en conséquence la morale publique », ajoutant que « la nécessaire volonté de ne pas discriminer les minorités sexuelles ne peut et ne doit conduire à la diffusion incontrôlée de programmes mettant en scène des pratiques offensant les bonnes mœurs ou promouvant lesdites pratiques ». La HACA a donc exhorté les médias audiovisuels à « veiller au respect de l'éthique sociale ».⁹⁷

Selon l'ONG Gromo, une organisation LGBT abidjanaise, les magazines africains traitent peu les questions de la communauté LGBT. Ainsi, en mai 2023, l'ONG a annoncé qu'elle lançait

⁹⁰ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordonnatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

⁹¹ Koaci.com. Abidjan. Côte d'Ivoire : Bouaké, minorités sexuelles, l'ambassadeur de l'Allemagne appelle au respect de la dignité de chaque être humain, 20.10.2022. https://www.koaci.com/article/2022/10/20/cote-divoire/societe/cote-divoire-bouake-minorites-sexuelles-lambassadeur-de-lallemagne-appelle-au-respect-de-la-dignite-de-chaque-etre-humain_164075.html (04.11.2023).

⁹² Par exemple : Dedou NGuessan, Zambélé Goin Bi, Anado Ahizi, Abidjan / Bouaké / Korhogo. Analyse du discours et représentations sociales de l'homosexualité en Côte d'Ivoire : controverses autour d'une orientation sexuelle, octobre 2022, p.76. https://www.revue-akofena.com/wp-content/uploads/2022/09/06-T06v04-25-Dedou-Gruzshca-Ferrand-NGUESSAN-Zamble-Theodore-GOIN-BI-Anado-Jean-Michel-AHIZI_65-78.pdf (16.10.2023) / 7info, Abidjan. Affaire Love Gugu-Yvidero: "Aucune loi n'interdit l'homosexualité en Côte d'Ivoire", 24.08.2021. <https://www.7info.ci/affaire-love-gugu-yvidero-aucune-loi-ninterdit-lhomosexualite-en-cote-divoire/> (17.10.2023).

⁹³ Parfait Kouakou, Bouaké. Idéologies et terminologies associées à l'homosexualité chez les populations de Bouaké, Côte d'Ivoire, 2017, p.165. <http://dx.doi.org/10.19044/esj.2017.v13n32p153> (05.10.2023).

⁹⁴ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 13. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023)

⁹⁵ Life TV, Abidjan. La Réunion, 23.05.2022. <https://www.youtube.com/watch?v=WE2yxCC92PQ> (01.11.2023).

⁹⁶ Continent Média, Paris. Invitation de deux femmes homosexuelles sur Life TV: des Ivoiriens en colère, 24.05.2022. <https://continentmedia.fr/invitation-de-deux-femmes-homosexuelles-sur-life-tv-des-ivoiriens-en-colere/> (01.11.2023) / Afrik buzz, lieu inconnu. «Nous nous aimons» les propos d'une lesbienne sur life tv électrisent la toile, 24.05.2022. <https://afrikbuzz.com/nous-nous-aimons-les-propos-dune-lesbienne-sur-life-tv-electrisent-la-toile/> (01.11.2023).

⁹⁷ HACA, Abidjan. Recommandation de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA) aux médias audiovisuels relative à la diffusion de programmes portant atteinte à l'éthique sociale, 25.05.2022. <https://www.haca.ci/sites/default/files/2022-07/RECOMMANDATION%20DE%20LA%20HAUTE%20AUTORITE%20DE%20LA%20COMMUNICATION%20AUDIOVISUELLE.pdf> (03.11.2023).

son propre magazine afin de pallier au manque de représentation de la communauté LGBT+ dans les médias traditionnels. L'objectif : mettre en valeur des icônes promouvant la culture, l'histoire et les réussites de cette communauté. Cependant, peu de personnes LGBT ont accepté d'y dévoiler leur nom et visage, de peur de représailles. De plus, l'imprimeur ne voulait pas qu'on l'associe à la communauté LGBT, ce qui a retardé la parution du premier numéro du magazine.⁹⁸

Il existe un Réseau des professionnels des médias, des arts et des sports, engagés dans la lutte contre le Sida et la promotion de la santé en Côte d'Ivoire (REPMASCI), qui, entre autres, tente de combattre la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH au travers de la sensibilisation des populations.⁹⁹ Le REPMASCI collabore notamment avec Alternative Côte d'Ivoire dans le domaine de la sensibilisation contre les violences basées sur le genre.¹⁰⁰

L'ONG KATIA indique que les médias parlent parfois des personnes transgenres sur un ton moqueur. Généralement, ils ne font pas d'appel à la violence, mais mentionnent parfois des versets de la Bible pour souligner le fait que les personnes trans mènent une vie qui n'est pas conforme aux écrits bibliques.¹⁰¹

5.5.1. Internet / réseaux sociaux

Internet représente un lieu d'échange et de rencontres entre pairs jugé sûr et discret,¹⁰² mais aussi un outil d'information et d'activisme pour la communauté LGBT.¹⁰³

L'OIDH estime que les réseaux sociaux contribuent à une évolution lente, mais positive, des mentalités. Sur ces réseaux, on peut voir des personnes homosexuelles qui s'assument ou qui sont invitées sur des plateaux de télévision. Cela rend la thématique beaucoup plus « digeste » pour la population. Certaines personnes LGBT tentent de s'affirmer, par exemple en devenant influenceurs (voir par exemple le couple de lesbiennes abidjanaises « Sam & Sasha »¹⁰⁴).¹⁰⁵

En 2016 un groupe de féministes a créé Emma L'Infos, un média numérique créé et pensé pour la communauté LGBTQ+ ivoirienne et ouest-africaine.¹⁰⁶ Il s'agit d'une plateforme virtuelle qui fait de l'activisme au travers des médias sociaux en Afrique de l'Ouest.¹⁰⁷

⁹⁸ France 24, Issy Les Moulineaux. Côte d'Ivoire : lancement de Meleagbo, le premier magazine LGBT+ d'Afrique de l'ouest. 17.05.2023. <https://www.france24.com/fr/afrique/20230517-c%C3%B4te-d-ivoire-lancement-du-premier-magazine-lgbt-d-afrique-de-l-ouest> (21.11.2023) / ONG Gromo, Abidjan. Visibilité LGBTQI Positive, 22.05.2023. <https://www.facebook.com/photo/?fbid=634971625341398&set=a.633093862195841> (30.11.2023).

⁹⁹ AIP, Abidjan. Le REPMASCI célèbre ses 20 ans d'existence, 14.06.2023. <https://www.aip.ci/cote-divoire-aip-le-repmasci-celebre-ses-20-ans-d-existence/> (24.10.2023).

¹⁰⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Campagne de sensibilisation communautaire et sur les droits de l'homme, les VBG, la stigmatisation et la discrimination, 23.08.2021. <https://www.alternative-ci.org/491-2/> (24.10.2023).

¹⁰¹ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

¹⁰² PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.13 + 7, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023) / Broqua Christophe. « Les « branchés » sur Internet en Côte d'Ivoire », *Africultures*, 2013/6 (n° 96), p. 52-61. <https://doi.org/10.3917/afcul.096.0052> (24.11.2023).

¹⁰³ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 13. <https://cndh.ci/wpcontent/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

¹⁰⁴ Par exemple <https://www.tiktok.com/@saaashaa.sam/video/7200108898957675781?lang=km-KH> (30.11.2023) ou https://www.tiktok.com/@gbairai_ci00/video/7200384049259580678 (30.11.2023).

¹⁰⁵ Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH), Abidjan. Entretien du 14.12.2022.

¹⁰⁶ Plateforme Elsa, Paris. Emma L'infos : le média numérique pour les LBTQ+ ivoiriennes, aucune date. <https://plateforme-elsa.org/emma-linfos-le-media-numerique-pour-les-lbtq-ivoiriennes/> (30.11.2023).

¹⁰⁷ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.13, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

Actuellement, Emma L'Infos semble être présente sur X (anciennement Twitter) sous le nom « WOMA MÉDIA ».¹⁰⁸

Début 2023, une ONG ivoirienne a lancé Radio Tilé¹⁰⁹, une webradio destinée aux communautés LGBTI+ en Côte d'Ivoire. L'objectif est de permettre aux minorités sexuelles de s'exprimer librement.¹¹⁰ Sur le site de la radio, on trouve des podcasts sur des thèmes tels que l'outing, l'activisme numérique ou la santé mentale chez les femmes lesbiennes.¹¹¹

6. Protection et accès à la justice

Les Ivoiriens dans leur majorité n'ont pas forcément le réflexe de saisir la justice pour les cas de conflits entre personnes. Ils partent du principe qu'il est possible de trouver des solutions entre communautés. En général, un chef de village, de quartier ou de famille va être sollicité pour essayer de trouver un arrangement. Ceci engendre un conflit entre les mécanismes de règlement de conflits moderne et traditionnel.¹¹²

En effet, la population ivoirienne fait globalement plus confiance aux chefs traditionnels qu'à la justice. Les chefs traditionnels sont plus proches de la population, et la population estime qu'ils tentent donc de satisfaire les deux parties. Quant à la justice, elle est considérée comme corrompue et d'un coût élevé. Les chefs communautaires sont généralement des hommes et, selon les endroits, ils sont soit issus d'une lignée de chefs soit élus.¹¹³

Des organisations communautaires ont signalé que les personnes vivant avec le VIH et les populations-clés (notamment les personnes LGBTI confrontées à la violence basée sur le genre) ne se sentaient pas suffisamment protégées.¹¹⁴

6.1. Forces de l'ordre et de sécurité / acteurs étatiques

Avec l'appui du PNUD, des « *gender desks* » ou « bureaux genre » ont été installés dans les commissariats de police et les brigades de gendarmerie. Ces bureaux, qui comprennent des professionnels de la sécurité formés spécifiquement (droits de l'homme, violences basées sur le genre, prise en charge des victimes, etc.), doivent permettre de mieux prendre en charge les violences basées sur le genre (VBG).¹¹⁵

En 2022, il existait 32 *gender desks* sur le territoire ivoirien,¹¹⁶ dont probablement au moins une vingtaine à l'intérieur du pays.¹¹⁷ Tous les commissariats d'Abidjan ont un *gender desk* ou au moins un point focal genre pour les cas de VBG.¹¹⁸ Toutes les grandes villes ivoiriennes

¹⁰⁸ Voir ici : <https://twitter.com/Emmalinfos1> (21.11.2023).

¹⁰⁹ Voir ici : <https://www.radiotile.com/> (21.11.2023).

¹¹⁰ TV5 Monde, Paris. Côte d'Ivoire : Radio Tilé, à l'écoute de la communauté LGBTI+, 13.07.2023. <https://information.tv5monde.com/afrique/video/cote-divoire-radio-tile-lecoute-de-la-communaute-lgbti-2657521> (21.11.2023).

¹¹¹ Radio Tilé, Abidjan. <https://www.radiotile.com/> (21.11.2023)

¹¹² Association des femmes Juristes, Abidjan. Entretien avec la présidente et une membre, 12.12.2022.

¹¹³ Un responsable de la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO), Abidjan. Entretien du 06.12.2022.

¹¹⁴ The global Fund, Genève. Côte d'Ivoire: Evaluation à mi-parcours, Initiative « Lever les obstacles » du Fonds mondial, décembre 2020, p.31. https://www.theglobalfund.org/media/11708/crq_2020-midtermassessmentcotedivoire_report_fr.pdf (24.10.2023).

¹¹⁵ PNUD Côte d'Ivoire, Abidjan. Placer l'égalité de genre au cœur du développement, aucune date. <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/genre> (02.10.2023).

¹¹⁶ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.12, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

¹¹⁷ Gouvernement de Côte d'Ivoire, Abidjan. Violences faites aux femmes : 29 commissariats de police dotés de bureau genre, 05.03.2019. <https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=9782&p=519> (02.10.2023).

¹¹⁸ Lieutenant de police, Abidjan. Entretien du 06.12.2023 / Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH), Abidjan. Entretien du 14.12.2022.

disposent de points focaux genre / VBG. En décembre 2022, ces points focaux étaient encore rares dans les petites villes, mais leur nombre augmentait petit à petit.¹¹⁹

En général en Côte d'Ivoire, une victime qui dépose plainte doit donner la convocation de la police elle-même à la personne contre qui elle a porté plainte. Les plaintes pour VBG font exception à cette règle. De plus, en cas de VBG, la police est obligée de mener une enquête.¹²⁰

Selon l'OIDH, les VBG comprennent les cas de violences envers les LGBT, à condition que l'infraction soit basée sur leur orientation sexuelle. Mais il faut que la victime mentionne cet aspect pour avoir accès au *gender desk*/point focal genre.¹²¹ FONDYGENDER confirme que les points focaux genre / VBG sont formés à la thématique LGBT et estime que leur mise en place a amélioré la situation des LGBT en matière de sécurité.¹²² Toutefois, des chercheurs estiment que les points focaux genre / VBG des commissariats ne s'occupent que des violences faites aux femmes et aux filles, du fait que leur formation ne porte que sur les femmes et les filles.¹²³

Dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, les plateformes de lutte contre les VBG occupent une place centrale. Ces plateformes sont formées à l'échelon départemental et réunissent les acteurs étatiques (hôpitaux, gendarmerie, centres sociaux, etc.) et non étatiques (ONG, associations communautaires) locaux (et parfois nationaux/internationaux) de la lutte contre les VBG. Au nombre de 79, elles permettent notamment de coordonner les interventions et la prise en charge des victimes.¹²⁴ Les points focaux mentionnés plus haut y participent.¹²⁵

Au niveau des commissariats et des gendarmeries, la mobilité des agents formés aux questions genre/VBG constitue un défi à relever en vue de maintenir la continuité des services aux victimes de VBG (dont les victimes LGBT).¹²⁶ Par ailleurs, il y a peu de moyens pour le soutien des victimes.¹²⁷

Plusieurs organisations LGBT déclarent que, de manière générale, les plaintes de personnes LGBT sont reçues par la police/gendarmerie.¹²⁸ Une source académique estime que la police n'écoute pas les personnes LGBT qui viennent porter plainte et que dès lors, la gestion des violences est généralement silencieuse et sans plainte. Des victimes auraient en outre décrit que les cas n'aboutissent pas, et que les plaintes ne sont pas référencées.¹²⁹

¹¹⁹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹²⁰ Point focal d'un commissariat, Abidjan. Entretien du 06.12.2022.

¹²¹ Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH), Abidjan. Entretien du 14.12.2022.

¹²² Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹²³ Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, Université Alassane Ouattara, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹²⁴ FIDH, Paris. « On va régler ça en famille ». Les obstacles à une prise en charge effective des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire, mars 2022, p.32s. https://www.fidh.org/IMG/pdf/vsbq_cote_divoire-2.pdf (20.10.2023).

¹²⁵ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹²⁶ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹²⁷ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹²⁸ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022 / Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹²⁹ Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, Université Alassane Ouattara, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

Interrogé par la FIDH, le directeur exécutif d'Alternative Côte d'Ivoire déclare que si une victime de violences va porter plainte à la gendarmerie et que son orientation sexuelle ou identité de genre est connue (ou suspectée), la victime sera alors discriminée, voire poursuivie ou emprisonnée à la place de l'agresseur. Selon lui, s'ils accompagnent la victime, les parajuristes de l'association peuvent également être la cible de stigmatisations ou violences.¹³⁰

Un point focal de la police relève que, malgré toutes les sensibilisations et les campagnes, les gens ne viennent pas au commissariat pour des plaintes relatives aux VBG, mais privilégient l'arrangement à l'amiable.¹³¹ Une analyste du PNUD explique que l'arrangement à l'amiable permet d'éviter de donner une mauvaise image de la famille. Mais si une plainte est maintenue, elle va généralement jusqu'au bout.¹³² Parfois ce sont les parents de la victime qui lui demandent de retirer sa plainte.¹³³

Alternative Côte d'Ivoire explique que les points focaux appellent souvent cette organisation lorsque qu'ils rencontrent un cas de VBG envers une personne LGBT afin qu'elle puisse se charger du suivi. S'il s'agit vraiment d'un cas de VBG, l'affaire suivra son cours. Parfois, il n'y a aucun rapport avec l'orientation sexuelle du plaignant. Il s'agit alors d'une affaire normale (non VBG), qu'Alternative Côte d'Ivoire ne suivra pas.¹³⁴

S'agissant des victimes LGBT, nombre d'entre elles évitent l'action en justice par craintes des répercussions sociales que leur vaudrait la révélation de leur orientation sexuelle ou de leur identité genre.¹³⁵

Selon Secours Social, le simple fait qu'un auteur de violences envers des LGBT soit convoqué au commissariat, contribue à diminuer les violences. En effet, cela passe un message : « on ne peut plus tabasser des LGBT en toute impunité ».¹³⁶

En cas de violences dans la famille, il est rare que la victime porte plainte. Un interlocuteur estime que, puisque que les enfants doivent le respect à leurs parents, l'agent de police risque de voir une telle plainte d'un mauvais œil.¹³⁷

La FIDH note que certains acteurs de la prise en charge, notamment les policiers, ont parfois des attitudes stigmatisantes (moqueries) lorsque que des hommes se déclarent victimes de violences sexuelles. Ces attitudes peuvent dissuader les victimes de porter plainte. La FIDH estime d'ailleurs que, de manière générale, bien que les services de prise en charge des victimes de violences sexuelles soient théoriquement ouverts à tous, y compris aux personnes LGBTQI+, celles-ci ne font pas confiance au système de prise en charge, car elles craignent de subir de nouvelles violences et discriminations. Ceci aboutit à la non dénonciation des violences sexuelles.¹³⁸

Alternative Côte d'Ivoire ajoute qu'au niveau des corps habillés sur le terrain, il y a plus ou moins une bonne collaboration, mais que les violences envers les LGBT existent encore. Il

¹³⁰ FIDH, Paris. « On va régler ça en famille ». Les obstacles à une prise en charge effective des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire, mars 2022, p.18. https://www.fidh.org/IMG/pdf/vsbq_cote_divoire-2.pdf (20.10.2023).

¹³¹ Point focal d'un commissariat, Abidjan. Entretien du 06.12.2022.

¹³² Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹³³ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹³⁴ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹³⁵ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 12. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023) / Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹³⁶ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹³⁷ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹³⁸ FIDH, Paris. « On va régler ça en famille ». Les obstacles à une prise en charge effective des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire, mars 2022, p.18. https://www.fidh.org/IMG/pdf/vsbq_cote_divoire-2.pdf (20.10.2023).

arrive aussi que les corps habillés se servent des sites de rencontre en ligne pour piéger les LGBT pour racolage.¹³⁹

Alternative Côte d'Ivoire dispose de personnes de référence dans les hôpitaux et peut ainsi obtenir les certificats médicaux gratuits afin de faciliter le dépôt de plainte.¹⁴⁰

A noter qu'il existe une assistance judiciaire gratuite pour les personnes indigentes ou dans le besoin dans chaque tribunal, mais l'accès est complexe et donc plutôt théorique.¹⁴¹

Alternative Côte d'Ivoire indique que la collaboration avec la brigade de cybercriminalité fonctionne bien. Grâce à cette dernière, des jeunes qui s'étaient infiltrés dans la communauté et avaient séquestré un jeune gay pour le dépouiller ont pu être arrêtés. Ils sont en prison.¹⁴²

6.2. Organisations LGBT

Certaines organisations LGBT, telles qu'Alternative Côte d'Ivoire, participent aux plateformes de lutte contre les VBG mentionnées plus haut. Cette mise en réseau permet de connaître les acteurs pertinents pour la prise en charge des victimes de violences.¹⁴³

Plusieurs organisations LGBT, comme Alternative Côte d'Ivoire, Secours Social et l'ONG KATIA, disposent de parajuristes (ou de points focaux droits humains, comme ENDA Santé)¹⁴⁴ et offrent un accompagnement judiciaire.¹⁴⁵

Selon des chercheurs du laboratoire LA2SGED de l'Université de Bouaké, même les ONG tendent à faire taire les victimes de violences et étouffent les plaintes. Elles contribuent ainsi à l'impunité des auteurs de violences à l'égard des personnes LGBT. Des victimes auraient décrit que les cas n'aboutissent pas, et que les plaintes ne sont pas référencées. Les chercheurs en concluent que les ONG sont impuissantes en matière de défense et de protection.¹⁴⁶

Par ailleurs, une étude reposant sur le recrutement par des pairs et des interviews téléphoniques et qui a permis d'atteindre plusieurs centaines de HSH sur l'ensemble du territoire ivoirien démontre qu'il existe aussi des HSH qui ne semblent pas être proches de communautés ou d'organisations HSH/LGBT.¹⁴⁷

6.3. De la part d'autres organisations

Le Conseil national des Droits de l'homme (CNDH), est une autorité administrative indépendante active dans le cadre de la promotion, la protection et la défense des droits humains sur tout le territoire ivoirien.¹⁴⁸ Il dispose, au sein de sa Direction des Requêtes et

¹³⁹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁴⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁴¹ Un responsable de la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO), Abidjan. Entretien du 06.12.2022.

¹⁴² Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁴³ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁴⁴ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁴⁵ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan / Entretien du 12.12.2022 7 ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023 / Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹⁴⁶ Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, Université Alassane Ouattara, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹⁴⁷ Inghels, M., Kouassi, A.K., Niangoran, S. et al. Telephone peer recruitment and interviewing during a respondent-driven sampling (RDS) survey: feasibility and field experience from the first phone-based RDS survey among men who have sex with men in Côte d'Ivoire. BMC Med Res Methodol 21, 25 (2021). <https://doi.org/10.1186/s12874-021-01208-x> (30.11.2023).

¹⁴⁸ Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), Abidjan. Présentation, aucune date. <https://cndh.ci/commission-centrale/presentation/> (02.11.2023).

Investigations, d'un département qui enregistre les plaintes et dénonciations émanant de la population. En plus du siège à Abidjan, le CNDH dispose de 31 commissions régionales.¹⁴⁹

Bien que des cas de violences envers des personnes LGBT existent en Côte d'Ivoire, le CNDH n'a traité aucun cas en 2021 et 2022. Les organisations LGBT sont en contact avec le CNDH, mais elles ne le saisissent pas systématiquement.¹⁵⁰

Les locaux du CNDH, tant à Abidjan qu'en région, servent de lieux de déroulement d'activités pour les LGBT. Les membres d'organisations LGBT participent régulièrement aux formations en droits humains dispensées par le CNDH.¹⁵¹

Le PNUD indique qu'un pool d'avocats « friendly » a été mis sur pied, apparemment dans le cadre de l'élaboration d'un plan quinquennal national Droits humains et VIH.¹⁵²

L'OIDH précise toutefois que lors de ses visites de prisons, aucune personne LGBT ne leur a demandé de l'aide en raison de son orientation sexuelle. L'organisation suppose que les personnes LGBT incarcérées craignent de se dévoiler par peur de représailles ou de stigmatisation.¹⁵³

La Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO), qui comprend une cellule d'assistance juridique concernant tous les domaines, dispose d'un point focal LGBT.¹⁵⁴

Le Programme national de lutte contre le Sida (PNLS) a mis en place un site Internet sur lequel les personnes faisant partie des populations clés (y inclus les minorités sexuelles) peuvent dénoncer des cas de violences, discriminations ou stigmatisation. Elles peuvent ainsi avoir accès à un soutien psychologique et/ou médical, selon les besoins. Cette dénonciation ne remplace pas le dépôt d'une plainte,¹⁵⁵ mais la Ligue ivoirienne des droits de l'Homme (LIDHO) semble parfois offrir une assistance juridique aux plaignants.¹⁵⁶

7. Quotidien des personnes LGB(T)

Le PNUD remarque que dans certains secteurs, notamment ceux de la santé et des droits humains, des progrès significatifs ont été réalisés.¹⁵⁷

Il convient de signaler que la situation individuelle des personnes LGBT est très différente selon leur famille, culture et religion.¹⁵⁸

¹⁴⁹ Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), Abidjan. Entretien du 15.12.2022.

¹⁵⁰ Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), Abidjan. Entretien du 15.12.2022.

¹⁵¹ Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), Abidjan. Entretien du 15.12.2022.

¹⁵² PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.8., <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

¹⁵³ Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH), Abidjan. Entretien du 14.12.2022.

¹⁵⁴ Un responsable de la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO), Abidjan. Entretien du 06.12.2022.

¹⁵⁵ Protection pour tous, Abidjan. Rapporter une violence, aucune date. <https://www.protectionpourtous.ci/rapporter-violence/> (02.11.2023).

¹⁵⁶ Voir par exemple : LIDHO Abidjan, Rapportage des violences faites aux populations clés sur le site www.protectionpourtous.ci, Rapport du quatrième trimestre, 05.01.2022, p.5. https://www.protectionpourtous.ci/fichiers_uploades/files/Rapport%20VBG%20du%20quatri%C3%A8me%20trimestre%202021%20PNLS%20VRAIE.pdf (02.11.2023).

¹⁵⁷ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁵⁸ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

7.1. Violences

La peur de la violence fait partie du quotidien des personnes LGBT.¹⁵⁹ En 2020, Human Rights Watch estimait que les actes discriminatoires, y compris les agressions physiques, envers des personnes LGBT étaient communs en Côte d'Ivoire.¹⁶⁰

Selon un rapport récent de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), dans la société ivoirienne, de « fortes injonctions pèsent sur les hommes, astreints à une masculinité hégémonique ou dominante, prônant la force, la fierté, et l'invulnérabilité comme des valeurs masculines. [...] Dans ce cadre, les violences que subissent les hommes sont taboues, surtout celles à caractère sexuel, et ne sont que rarement dénoncées. »¹⁶¹

Une étude commune du LA2SGED et ENDA Santé révèle que les auteurs de violences envers les personnes homosexuelles sont généralement issus de la population générale, de l'administration, des forces de l'ordre ou de la famille des victimes.¹⁶² Dans les cas que l'organisation Alternative Côte d'Ivoire a suivis, les auteurs des agressions étaient généralement du quartier, ce qui signifie que l'agresseur et la victime se connaissaient. Ce serait d'ailleurs la raison pour laquelle la plupart des cas ont été réglés à l'amiable.¹⁶³

Selon le CNDH, la première expérience de harcèlement ou de violence homophobe vécue par une personne LGBT se déroule dans le cercle familial.¹⁶⁴ Dans un tel cas, il est très rare que la victime porte plainte.¹⁶⁵

Selon un recensement effectué par l'Observatoire des droits humains et VIH et mentionné par le PNUD, sur 590 cas de violences enregistrés en 2019-2020, les HSH représentaient 14 % des victimes d'agression physiques, de harcèlement ou de stigmatisation.¹⁶⁶ Le CNDH indique que, dans son rapport 2021, l'Observatoire communautaire de la santé a recensé 88 violences basées sur le genre envers des HSH, dont un meurtre.¹⁶⁷

Il arrive que des personnes LGBT se fassent insulter dans la rue. A Bouaké, l'accompagnement d'un parajuriste de Secours Social ou d'ENDA Santé a déjà permis de calmer la situation.¹⁶⁸

Un membre de Secours Social explique que, lors de soirées, les violences homophobes arrivent surtout si une personne LGBT « impose » son orientation sexuelle aux personnes présentes.¹⁶⁹

¹⁵⁹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 12. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

¹⁶⁰ Human Rights Watch, New York. World Report 2020 : Côte d'Ivoire Events of 2019, 2020. <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/cote-divoire#e81181> (09.11.2023).

¹⁶¹ FIDH, Paris. « On va régler ça en famille ». Les obstacles à une prise en charge effective des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire, mars 2022, p.17s. https://www.fidh.org/IMG/pdf/vsbg_cote_divoire-2.pdf (20.10.2023).

¹⁶² Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, Université Alassane Ouattara, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹⁶³ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁶⁴ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 11. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

¹⁶⁵ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁶⁶ mentionné dans : PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.15, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

¹⁶⁷ CNDH, Abidjan. Note de plaidoyer en faveur de la protection et de la promotion des droits des minorités sexuelles en Côte d'Ivoire, novembre 2022, p.10. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/NOTE-DE-PLAIDOYER-EN-FAVEUR-DE-LA-PROTECTION-ET-DE-LA-PROMOTION-DES-DROITS-DES-MINORITES-SEXUELLES-ET-DE-GENRE- Input-CNDH-Format-A6-2.pdf> (30.11.2023).

¹⁶⁸ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹⁶⁹ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

Certaines personnes mal intentionnées s'infiltrèrent dans la communauté, par exemple pour dépouiller ou tabasser des homosexuels. Alternative Côte d'Ivoire relate par exemple le cas d'un jeune gay séquestré par des jeunes pour le dépouiller.¹⁷⁰

Dans ce contexte, l'usage d'Internet (réseaux sociaux, sites de rencontres) peut constituer une source de dangers. En effet, par méconnaissance des mesures de sécurité adéquates, les personnes LGBT peuvent s'exposer au harcèlement, au chantage, voire à des violences.¹⁷¹ Elles sont ainsi parfois la cible de « brouteurs » (cybercriminels qui pratiquent l'escroquerie sur Internet), dont certains considèrent qu'arnaquer des personnes jugées « déviantes » constitue un juste châtement.¹⁷² Une étude publiée en 2018 révèle que près d'un quart des LGBT abidjanais sondés ont déjà été victime d'extorsion ou de chantage de la part de partenaires intimes rencontrés en ligne.¹⁷³ De plus, et il arrive que des membres des forces de l'ordre utilisent les sites de rencontre en ligne pour accuser des LGBT de racolage.¹⁷⁴

Selon la directrice de la Clinique juridique de Bouaké, les viols correctifs d'hommes homosexuels existent en Côte d'Ivoire. Les agresseurs, des hommes « dits hétérosexuels », entendent ainsi sanctionner leurs victimes et les contraindre à changer d'orientation sexuelle, voir les « délivrer de l'emprise du diable ».¹⁷⁵

Selon une analyste du PNUD, les cas de mariage forcé d'adultes LGBT sous la pression familiale sont récurrents. La pression est plus forte sur les femmes.¹⁷⁶ (*Voir chapitre 8.3.1 Violences envers les femmes LBQ*)

Un membre de Secours Social relève que des violences entre membres de la communauté LGBT peuvent également arriver.¹⁷⁷

La violence domestique ou intime existe également dans les couples de même sexe.¹⁷⁸ Selon le CNDH, le secret qui entoure ce type de relations empêche les victimes de porter plainte ou d'aller faire soigner d'éventuelles blessures.¹⁷⁹

Alternative Côte d'Ivoire note également que certains HSH voient comme un défi le fait de séduire un homme hétéro et d'avoir des relations sexuelles avec lui. Ce genre de situation peut conduire à des violences.¹⁸⁰

¹⁷⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁷¹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 13. <https://cndh.ci/wpcontent/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

¹⁷² Etienne Franck-Stéphane Adou, Abidjan. Les brouteurs d'Abidjan - Étude socio-anthropologique d'une sous-culture juvénile déviante, 22.04.2022. <https://doi.org/10.4000/reset.4038> (22.11.2023).

¹⁷³ Matthew Thomann, Ashley Grosso, Patrick A. Wilson & Mary Ann Chiasson. 'The only safe way to find a partner': rethinking sex and risk online in Abidjan, Côte d'Ivoire, 2018. Critical Public Health, <https://doi.org/10.1080/09581596.2018.1527017> (24.11.2023).

¹⁷⁴ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁷⁵ FIDH, Paris. « On va régler ça en famille ». Les obstacles à une prise en charge effective des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire, mars 2022, p.17. https://www.fidh.org/IMG/pdf/vsbq_cote_divoire-2.pdf (20.10.2023).

¹⁷⁶ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁷⁷ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹⁷⁸ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 14. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

¹⁷⁹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 14. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

¹⁸⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

7.2. Visibilité et lieux de rencontre

La plupart des personnes LGBT ne font pas de coming out et tentent de cacher leur orientation sexuelle ou identité genre à leur famille ou voisinage.¹⁸¹ Certaines cherchent toutefois une certaine visibilité, avant tout sur les réseaux sociaux. (Voir chapitre 5.5.1 Internet / réseaux sociaux)

D'ailleurs, les organisations LBGTI sont visibles et officiellement reconnues par les autorités. Elles sont régulièrement invitées par les Ministères de la santé ou de la justice à participer à des ateliers ou séminaires gouvernementaux.¹⁸²

Selon le CNDH, avant, l'organisation des événements (ateliers et séminaires) liés aux LGBT étaient plus cachés, maintenant ce n'est plus le cas.¹⁸³ Dans ce cadre on peut notamment mentionner le récent colloque « Regards croisés sur la thématique des minorités sexuelles et de genre en Afrique » organisé par l'Université de Bouaké.¹⁸⁴ Il existe cependant toujours des structures ou organisations qui ne veulent pas être associées à la question LGBT.¹⁸⁵

Selon Secours Social, à Bouaké la situation des personnes LGBT s'est améliorée. Les LGBT ne se cachent plus forcément et beaucoup se connaissent entre eux, ce qui n'est pas forcément le cas dans certaines petites villes.¹⁸⁶

Depuis 2021, l'ONG Gromo organise chaque année le Festival Awawalé, dont les objectifs sont notamment l'insertion sociale et la valorisation du savoir-faire des personnes LGBTIQ+.¹⁸⁷ Ce festival se tient à Abidjan au cours d'un week-end du mois de mai.¹⁸⁸

A Abidjan, où l'anonymat urbain offre plus de liberté individuelle,¹⁸⁹ il existe des lieux de rencontre dédiés (comme par exemple le fameux bar/boîte de nuit Las Vegas) et des bars mixtes. Selon Alternative Côte d'Ivoire, depuis quelques temps, les HSH se mélangent aux hétéros, ce qui implique forcément des risques.¹⁹⁰

A Bouaké, il n'existe pas de lieux de rencontre dédiés, mais des espaces mixtes où les LGBT sortent en soirée, par exemple à la Place de la Paix.¹⁹¹ Ces lieux mixtes peuvent également être des bars, où des personnes homosexuelles se retrouvent en restant discrètes. Un bar LGBT aurait existé à Bouaké, mais il aurait été fermé par la police suite à une dénonciation.

¹⁸¹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁸² PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.11., <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

¹⁸³ Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), Abidjan. Entretien du 15.12.2022.

¹⁸⁴ Université Alassane Ouattara, Bouaké. Colloque international sur le thème : « regards croisés sur la thématique des minorités sexuelles et de genre en Afrique », octobre 2022. <https://univ-ao.edu.ci/colloque-international-sur-le-theme-regards-croises-sur-la-thematique-des-minorites-sexuelles-et-de-genre-en-afrique/> (30.11.2023).

¹⁸⁵ Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, Université Alassane Ouattara, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹⁸⁶ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹⁸⁷ Linfodrome, Abidjan. Côte d'Ivoire : L'ONG « Gromo » promeut l'insertion sociale de la communauté LGBTIQ+ dans sa diversité, 16.05.2023. <https://www.linfodrome.com/societe/86781-cote-d-ivoire-l-ong-gromo-promeut-l-insertion-sociale-de-la-communaute-lgbtq-dans-sa-diversite> (08.11.2023).

¹⁸⁸ RFI, Issy Les Moulineaux. Côte d'Ivoire: un festival pour lutter contre les violences envers les personnes LGBTIQ+, 16.05.2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210516-c%C3%B4te-d-ivoire-un-festival-pour-lutter-contre-les-violences-envers-les-personnes-lgbtqi> (08.11.2023) / France 24, Issy Les Moulineaux. Côte d'Ivoire : lancement de Meleagbo, le premier magazine LGBT+ d'Afrique de l'ouest, 17.05.2023. <https://www.france24.com/fr/afrique/20230517-c%C3%B4te-d-ivoire-lancement-du-premier-magazine-lgbt-d-afrique-de-l-ouest> (08.11.2023).

¹⁸⁹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p.9. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

¹⁹⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁹¹ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

Les LGBT louent parfois des villas (quartier Kennedy ou Air France) pour y organiser des soirées.¹⁹²

Par ailleurs, certains centres de santé, comme la Clinique Confiance à Abidjan ou le Drop-in center (DIC) de Bouaké, font également office d'espace sociaux où les personnes LGBT se sentent libres et en sécurité pour pouvoir se rencontrer et échanger, entre eux ou avec le personnel médical ou social.¹⁹³

En Côte d'Ivoire, l'usage de sites de rencontre en ligne est bien établi chez les personnes LGBT.¹⁹⁴ Dans une étude publiée en 2018, près de la moitié des LGBT sondés à Abidjan ont déclaré trouver leurs partenaires en premier lieu sur Internet. Elles estimaient que les rencontres en ligne leur procuraient un certain degré de protection contre d'éventuelles stigmatisations ou violences.¹⁹⁵ Certaines plateformes de médias sociaux constituent des espaces sûrs dans lesquels elles peuvent dialoguer et échanger de manière discrète ou anonyme.¹⁹⁶ C'est d'ailleurs souvent au travers des réseaux sociaux que les organisations sont contactées par des personnes LGBT à la recherche d'un soutien.¹⁹⁷

7.3. Accès aux soins

Les programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose, y compris la politique sectorielle du Ministère de la justice de lutte contre le VIH (droits humains et VIH), constituent le secteur le plus inclusif des minorités sexuelles et de genre. Le PNUD estime que les services y sont satisfaisants, tout particulièrement pour les HSH.¹⁹⁸

Dans l'ensemble, la prise en charge des « populations clés » est avant tout menée dans les cliniques communautaires « friendly » tenues par des organisations de la société civile. Cependant, il semble que toutes les structures sanitaires publiques ivoiriennes bénéficiant d'un soutien du Fonds mondial incluent désormais une prise en charge spécifique des HSH.¹⁹⁹

Les personnes LGBT vivant souvent dans une certaine précarité, elles fréquentent généralement les centres de santé communautaires.²⁰⁰ Il existe par exemple plusieurs Drop-in centers qui offrent une prise en charge médicale aux personnes LGBT en Côte d'Ivoire : Enda Santé à Bouaké, Espace Confiance et Arc-en-ciel à Abidjan.²⁰¹ Le Programme national de lutte contre le SIDA (PNLS) a publié une liste de structures qui se trouvent dans plusieurs

¹⁹² Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, Université Alassane Ouattara, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹⁹³ Akou Loba, Yoro Yrobo et Kobénan Kouadio, Abidjan. Profil sociodémographique d'une population homosexuelle à Abidjan, septembre 2021. [https://www.ijhssi.org/papers/vol10\(9\)/Ser-1/E1009012734.pdf](https://www.ijhssi.org/papers/vol10(9)/Ser-1/E1009012734.pdf) (17.10.2023) / Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

¹⁹⁴ Broqua Christophe. « Les « branchés » sur Internet en Côte d'Ivoire », *Africultures*, 2013/6 (n° 96), p. 52-61. <https://doi.org/10.3917/afcul.096.0052> (24.11.2023) / Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁹⁵ Matthew Thomann, Ashley Grosso, Patrick A. Wilson & Mary Ann Chiasson. 'The only safe way to find a partner': rethinking sex and risk online in Abidjan, Côte d'Ivoire, 2018. *Critical Public Health*, <https://doi.org/10.1080/09581596.2018.1527017> (24.11.2023).

¹⁹⁶ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.13 + 7, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

¹⁹⁷ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

¹⁹⁸ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.8s., <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

¹⁹⁹ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.9, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

²⁰⁰ ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.51.

²⁰¹ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

villes du pays et offrent des soins aux « populations clés », lesquelles comprennent avant tout les HSH, les transgenres et les travailleurs du sexe.²⁰²

Du fait que des soins de base en hôpitaux sont régulièrement refusés à des personnes LGBT en raison de leur apparence, Alternative Côte d'Ivoire a organisé des activités de sensibilisation dans les hôpitaux, qui ont apporté des améliorations. Il y a maintenant des points focaux dans pratiquement tous les hôpitaux d'Abidjan.²⁰³

En 2021, Alternative Côte d'Ivoire et Secours Social, deux organisations LGBT situées à Abidjan et à Bouaké, ont déclaré que la prise en charge des HSH en matière de VIH/SIDA ne pose pas problème. Selon Alternative Côte d'Ivoire, certains HSH sont encore réticents à fréquenter des centres destinés aux homosexuels ou des centres de santé publics par crainte de stigmatisation ou de discriminations.²⁰⁴

Le Programme national de lutte contre le Sida (PNLS) a mis en place un site Internet sur lequel les personnes considérées comme faisant partie des populations clés (y inclus les minorités sexuelles) peuvent dénoncer des cas de violence, discrimination ou stigmatisation. Elles peuvent ainsi avoir accès à un soutien psychologique et/ou médical, selon les besoins.²⁰⁵

Globalement, notamment en raison du sentiment de rejet qu'elles vivent, les personnes LGBTI sont plus à risque de développer certains problèmes psychiques, tels que l'anxiété, la dépression, les idéations suicidaires et la consommation excessive d'alcool et d'autres substances.²⁰⁶ Toutefois, la question de la santé mentale des minorités sexuelles est relativement peu abordée.²⁰⁷ Il semble que quelques organisations LGBT soient en contact avec des psychologues « friendly » disposés à faire l'accompagnement de personnes LGBT.²⁰⁸

La proctologie, une spécialité médicale importante pour les HSH, n'est disponible qu'au Centre Solidarité Action Sociale à Bouaké et à la Clinique Confiance à Abidjan (Biétry).²⁰⁹

7.4. Accès à la formation

Il existe peu d'informations récentes sur l'accès à la formation des personnes LGBT en général. Cependant, dans une étude sur la situation des femmes LBQ en Afrique de l'Ouest, plus de 35 % des Ivoiriennes sondées ont déclaré avoir été victime de harcèlement en milieu

²⁰² PNLS, Abidjan.

²⁰³ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²⁰⁴ Commissariat général aux réfugiés et apatrides, Bruxelles. COI Focus Côte d'Ivoire - L'homosexualité, 17.12.2021, p. 25. https://www.cgvs.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_cote_divoire_lhomosexualite_20211217.pdf (22.11.2023).

²⁰⁵ Protection pour tous, Abidjan. Rapporter une violence, aucune date. <https://www.protectionpourtous.ci/rapporter-violence/> (02.11.2023).

²⁰⁶ Yves Kugbe & Sheba Akpokli, Amsterdam. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien, Bisexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.66. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023) / L'infodrome, Abidjan. Côte d'Ivoire : l'ONG « Gromo » promeut l'insertion sociale de la communauté LGBTIQ+ dans sa diversité, 16.05.2023. <https://www.linforome.com/societe/86781-cote-d-ivoire-l-ong-gromo-promeut-l-insertion-sociale-de-la-communaute-lgbtq-dans-sa-diversite> (28.11.2023).

²⁰⁷ ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.51.

²⁰⁸ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁰⁹ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022 / The global Fund, Genève. Côte d'Ivoire: Evaluation à mi-parcours, Initiative « Lever les obstacles » du Fonds mondial, décembre 2020, p.51s. https://www.theglobalfund.org/media/11708/crg_2020-midtermassessmentcotedivoire_report_fr.pdf (24.08.2023).

scolaire et près de 25 % ont indiqué avoir été expulsées de leur école ou centre de formation.²¹⁰

En outre, le rejet familial peut pousser des jeunes LGBT à abandonner l'école.²¹¹

Selon le Secours Social, le Campus universitaire de Bouaké constitue un monde à part. Les ONG LGBT ne peuvent pas y intervenir. Néanmoins, selon notre interlocuteur, les LGB n'y rencontrent pas de problèmes particuliers du moment qu'ils restent discrets et ne montrent pas ostensiblement leur orientation sexuelle. Quant aux personnes transgenres, elles peuvent s'y rendre sans rencontrer de problème. Elles doivent cependant être conscientes que leur sexualité reste devant les portes du campus.²¹²

Selon le labo LA2SGED, à l'université les étudiants gays ont une « double personnalité ». Ils doivent porter des vêtements discrets attestant une certaine « masculinité » pour éviter les stigmatisations/les violences. Ils « fragmentent » l'espace afin d'éviter de croiser des personnes connues. Parfois, ils ne dénoncent pas les violences, parce que la famille n'est pas au courant de leur orientation sexuelle.²¹³

Le labo LA2sGED remarque que certaines thèses restent bloquées en raison des thématiques sur lesquelles elles portent. Un sujet de thèse sur la transsexualité dans la littérature africaine a par exemple été refusé.²¹⁴

7.5. Accès à l'emploi

Selon un sondage réalisé en 2021 par l'ONG Gromo et relayé dans un rapport du Conseil général aux réfugiés et aux apatrides, 70 % des personnes LGBT+ seraient au chômage en Côte d'Ivoire.²¹⁵ En 2019, une enquête a révélé que le taux de chômage général (tenant compte uniquement des personnes activement à la recherche d'un emploi) se situait à moins de 3 %.²¹⁶

Une étude récente sur la discrimination des personnes vivant avec les VIH à Abidjan et Bouaké s'est penchée sur l'accès à l'emploi des « populations clés », notamment des LGBT. Elle a observé que les personnes LGBT sont discriminées au niveau de l'accès à l'emploi. Elles sont également stigmatisées sur leur lieu de travail en raison de leur orientation sexuelle, de sorte que certaines doivent quitter leur emploi. Une ONG LGBT abidjanaise a indiqué que la majorité des HSH ouvraient un petit magasin, bien qu'ils aient un certain niveau de formation, parce qu'aucune compagnie n'était prête à les embaucher.²¹⁷

Or, comme le souligne, Brice-Stéphane Djedje, sociologue spécialiste des questions LGBT, l'emploi est un enjeu majeur pour l'émancipation de cette communauté. Il précise : « C'est

²¹⁰ Yves Kugbe & Sheba Akpokli. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien(ne)s, Bisexuelle(s) et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.52. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

²¹¹ ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.31.

²¹² Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

²¹³ Hilaire Mazou, enseignant chercheur et directeur du laboratoire de santé, sexualité, genre et développement (LA2SGED) et Leh By Z. Guy-Marcel chercheur au LA2SGED, Université Alassane Ouattara, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

²¹⁴ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

²¹⁵ Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA), Bruxelles. COI Focus Côte d'Ivoire : L'homosexualité. 17.12.2021. p.23. https://www.cgara.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_cote_divoire_lhomosexualite_20211217.pdf (31.10.2023).

²¹⁶ OIM, Genève. Étude nationale du marché du travail en Côte d'Ivoire, juin 2023, p.13. <https://publications.iom.int/books/etude-nationale-du-marche-du-travail-en-cote-divoire> (07.11.2023).

²¹⁷ Adou Appiah, Bouaké. HIV/AIDS and Discrimination in Access to and Maintenance of Employment: The Case of PLHIV1 in the Localities of Abidjan and Bouaké, Ivory Coast, 2022. <https://doi.org/10.4236/jss.2022.1013024> (08.11.09).

difficile d'être homosexuel et d'être pauvre, parce que les plus forts oppriment toujours les plus faibles, et ça passe aussi par l'économie ». ²¹⁸ En effet, selon une étude sociodémographique effectuée auprès de personnes homosexuelles à Abidjan, plus les répondants ont un niveau professionnel élevé, plus la proportion d'individus assumant leur orientation sexuelle est elle aussi élevée. ²¹⁹ Gromo offre ponctuellement des formations en matière d'entrepreneuriat pour les personnes LGBT. ²²⁰

Du fait du rejet familial, certains jeunes LGBT abandonnent l'école ou leur formation. Dès lors, il leur est plus difficile de trouver un emploi. ²²¹

Selon l'ONG KATIA, le monde du spectacle et de la mode est plus ouvert. Elle note qu'il existe des artistes et influenceurs LG dont l'orientation sexuelle est connue et qui ont du succès. ²²²

Interviewé par le Cedoca en septembre 2021, le directeur des communications de l'Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest (ISDAO) remarque que le sexe transactionnel est très présent au sein des milieux plus modestes. Cette pratique permet à la personne qui propose ses services de subvenir à ses besoins et à son client de maintenir une certaine discrétion autour de sa propre orientation sexuelle. ²²³

7.6. Accès au logement

Il existe peu d'informations récentes sur l'accès au logement des personnes LGBT en général (*pour la situation des femmes LBQ et des transgenres, voir les chapitres idoines plus bas*).

Lorsqu'une personne LGBT a besoin d'un hébergement d'urgence, par exemple si elle a été chassée par sa famille, Alternative Côte d'Ivoire, à Abidjan, peut offrir un hébergement de transit d'environ une semaine, le temps pour la personne concernée de trouver une autre solution. ²²⁴ A Bouaké, le Drop-in Center (DIC) de Bouaké constitue en premier lieu un centre de prise en charge médicale, mais fait également office de centre de transit. En général, les LGBT en situation d'urgence y restent environ trois jours, le temps d'une médiation avec la famille. ²²⁵

Le PNUD a appuyé la mise en place de deux centres de transit dans les complexes socio-éducatifs à Bouaké et Korhogo. Ces centres n'étaient pas encore fonctionnels en décembre 2022. Il était prévu qu'ils prennent également en charge les victimes LGBT. ²²⁶

7.7. Stratégies adoptées par les LGBT

Dans une étude académique sur les catégories locales des rôles sexués en Côte d'Ivoire, les auteurs constatent que les HSH évitent les comportements efféminés, entre autres par désir

²¹⁸ France 24, Issy Les Moulineaux. Côte d'Ivoire : lancement de Meleagbo, le premier magazine LGBT+ d'Afrique de l'ouest. 17.05.2023. <https://www.france24.com/fr/afrique/20230517-c%C3%B4te-d-ivoire-lancement-du-premier-magazine-lgbt-d-afrique-de-l-ouest> (21.11.2023).

²¹⁹ Akou Loba, Yoro Yrobo et Kobénan Kouadio, Abidjan. Profil sociodémographique d'une population homosexuelle à Abidjan, septembre 2021, p.33. [https://www.ijhssi.org/papers/vol10\(9\)/Ser-1/E1009012734.pdf](https://www.ijhssi.org/papers/vol10(9)/Ser-1/E1009012734.pdf) (17.10.2023).

²²⁰ ONG Gromo, Abidjan. Info LGBTQIpreneuriat, 15.06.2023. https://twitter.com/gromo_ong/status/1669258217099083776 (17.11.2023).

²²¹ ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.31s.

²²² ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

²²³ Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA), Bruxelles. COI Focus Côte d'Ivoire : L'homosexualité. 17.12.2021. p.23. https://www.cgara.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_cote_divoire.lhomosexualite_20211217.pdf (31.10.2023).

²²⁴ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²²⁵ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

²²⁶ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

de discrétion, un homme non efféminé n'étant pas identifiable comme étant gay.²²⁷ Le CNDH note d'ailleurs que les hommes à l'apparence féminine sont discriminés même au sein des mouvements LGBTQI+, qui les accusent de leur donner mauvaise réputation.²²⁸

Comme mentionné plus haut, la pression familiale pour se marier et avoir des enfants constitue l'un des plus gros problèmes pour les personnes LGBT.²²⁹ Arrivées à un certain âge, les personnes LGBT qui ne sont pas autonomes sur le plan financier sont obligées de se marier. Celles qui sont autonomes ou vivent seules (soit le plus souvent des hommes), peuvent prétexter qu'elles ne sont pas encore prêtes pour le mariage.²³⁰ Cependant, la plupart des personnes LGBT se marient pour avoir une couverture. Elles vivent une double-vie pour la cohésion familiale ou pour garder une bonne image auprès de la famille.²³¹

Comme mentionné plus haut, les LGBT utilisent les réseaux sociaux pour échanger de manière discrète et anonyme.²³² Selon une étude publiée en 2018, une grande partie des LGBT utilisent les sites de rencontre en ligne pour trouver des partenaires intimes, car ils jugent que cela leur permet de se protéger contre la stigmatisation et les violences.²³³

7.7.1. Vocabulaire « branché »

Les personnes LGBT utilisent souvent des termes spécifiques pour se désigner et pour communiquer de manière discrète.²³⁴ On peut mentionner par exemple les termes « branché » ou « gromo », qui désignent des personnes ayant des pratiques homosexuelles. L'argot des branchés est dénommé « woubikan ».²³⁵

A titre d'exemple, chez les HSH, « woubi » désigne le partenaire ayant le rôle sexuel réceptif (« féminin ») et « yossi » son pendant « masculin ». Les hommes actifs et passifs sont notamment appelés « poule-coq », « recto-verso », ou encore « poisson braisé ».²³⁶ Les

²²⁷ Christophe Broqua & Joseph Larmarange. Seriously accounting for local categories: Gendered sexual orientation among "men who have sex with men" in Côte d'Ivoire. 2022, p.19. <https://hal.science/hal-03880304> (03.11.2023).

²²⁸ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 12. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

²²⁹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²³⁰ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

²³¹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²³² PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.13 + 7, <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023) / Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²³³ Matthew Thomann, Ashley Grosso, Patrick A. Wilson & Mary Ann Chiasson. 'The only safe way to find a partner': rethinking sex and risk online in Abidjan, Côte d'Ivoire, 2018. Critical Public Health, <https://doi.org/10.1080/09581596.2018.1527017> (24.11.2023).

²³⁴ Amara Bamba, Alexandrie. Regard sur les liens entre pratiques homosexuelles et lutte contre les IST/VIH/sida en Côte d'Ivoire, 2011, p.16. <http://savoirs.cames.online:8080/jspui/bitstream/20.500.12177/5799/1/AmaraBamba.pdf> (25.07.2023) / Christophe Broqua & Joseph Larmarange. Seriously accounting for local categories: Gendered sexual orientation among "men who have sex with men" in Côte d'Ivoire. 2022, p.5. <https://hal.science/hal-03880304> (03.11.2023).

²³⁵ Amara Bamba, Alexandrie. Regard sur les liens entre pratiques homosexuelles et lutte contre les IST/VIH/sida en Côte d'Ivoire, 2011, p.16. <http://savoirs.cames.online:8080/jspui/bitstream/20.500.12177/5799/1/AmaraBamba.pdf> (25.07.2023).

²³⁶ Christophe Broqua & Joseph Larmarange. Seriously accounting for local categories: Gendered sexual orientation among "men who have sex with men" in Côte d'Ivoire. 2022, p.31. <https://hal.science/hal-03880304> (03.11.2023) / Amara Bamba, Alexandrie. Regard sur les liens entre pratiques homosexuelles et lutte contre les IST/VIH/sida en Côte d'Ivoire, 2011, p.48s. <http://savoirs.cames.online:8080/jspui/bitstream/20.500.12177/5799/1/AmaraBamba.pdf> (25.07.2023).

« bakarys » sont des femmes FSF, celles qui jouent un rôle masculin sont nommées « bakary yossi » et les partenaires féminines « bakarys troussou ».²³⁷

En 2023, l'écrivain et chercheur queer Brice-Stéphane Ballet Djedje et l'ONG Gromo, ont publié un dictionnaire du woubikan.²³⁸

Selon plusieurs chercheurs, les catégories locales que les LGBT utilisent pour définir l'orientation sexuelle ou l'identité genre ne sont pas superposables à celles généralement utilisées en Occident.²³⁹

8. Situation spécifique aux femmes LBQ

De manière générale, les informations sur la situation des femmes LBQ en Afrique francophone sont rares. En effet, les recherches existantes concernant les minorités sexuelles se concentrent majoritairement sur les HSH sous l'angle de la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles.²⁴⁰

8.1. Perception des femmes LBQ

Le directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire suppose qu'il y a une certaine tolérance de la part de la société : les gens pensent qu'elles n'ont pas encore trouvé le bon, qu'elles sortent d'une déception amoureuse, etc.²⁴¹ La directrice de WAF estime toutefois que dans la culture ivoirienne, il n'y pas forcément de tolérance envers les femmes lesbiennes, mais que du fait de leur discrétion, elles passent souvent inaperçues.²⁴²

L'ONG KATIA note que les LBQ « garçons manqués » peuvent parfois être acceptées comme des camarades par des hommes hétéros.²⁴³

8.1.1 Dans la famille

Dans la société ivoirienne, une femme célibataire ne doit pas habiter seule, car cela compromettrait sa réputation et celle de sa famille. Lorsqu'elle vit chez sa famille, elle fait l'objet de surveillance.²⁴⁴

²³⁷ Christophe Broqua & Joseph Larmarange. Seriously accounting for local categories: Gendered sexual orientation among "men who have sex with men" in Côte d'Ivoire. 2022, p.5. <https://hal.science/hal-03880304> (03.11.2023).

²³⁸ Voir par exemple ici : https://www.facebook.com/photo/?fbid=697212759117284&set=pb.100064856974233.-2207520000&locale=ms_MY (23.11.2023).

²³⁹ Joseph Larmarange, Christophe Broqua. Orientation sexuelle et identité de genre : quelles catégories d'enquête en Afrique subsaharienne ? Wilfried Rault; Mathieu Trachman. Minorités de genre et de sexualité : objectivation, catégorisations et pratiques d'enquête, Ined Éditions, pp.191-207, 2023, Méthodes et Savoirs, <https://hal.science/hal-04194856> (01.12.2023) / Joseph Hellweg. Côte d'Ivoire and the new homophobia: The autochthonous ethic and the spirit of neoliberalism, April 2016, p.97 <http://dx.doi.org/10.4324/9781315602974> (25.07.2023).

²⁴⁰ Yves Kugbe & Sheba Akpokli, Amsterdam. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien, Bissexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.13. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

²⁴¹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²⁴² Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁴³ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

²⁴⁴ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 12. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

Selon l'index de la stigmatisation et discrimination des personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire, seules 25 % des FSF sondées ont déclaré que leur famille ou leurs amis étaient au courant de leur identité genre.²⁴⁵

Généralement, les familles savent, dans le fond, que l'une des filles/femmes de la famille est lesbienne, mais elles préfèrent rester dans le déni, surtout en public. Il existe des familles tolérantes, mais ces cas sont rares.²⁴⁶ En règle générale, les familles n'acceptent pas que leur fille soit lesbienne.²⁴⁷ Un témoignage de femme lesbienne acceptée par sa famille a notamment été recueilli par le Monde Afrique en 2018.²⁴⁸

Les mères des précédentes générations sont aussi fermées que les hommes en ce qui concerne l'orientation sexuelle. Mais à présent, les mères de la nouvelle génération sont plus ouvertes, contrairement aux hommes de cette même génération. Ces mères acceptent plus facilement l'orientation sexuelle de leur enfant. La directrice de WAF suppose que cette ouverture est liée à la sensibilisation. Elle a bon espoir que les jeunes filles d'aujourd'hui seront plus tolérantes envers leurs propres enfants.²⁴⁹

La pression familiale pour se marier et fonder une famille est plus forte sur les femmes.²⁵⁰ D'ailleurs, les mariages forcés de jeunes femmes lesbiennes, imposés par la famille, existent en zones rurales et urbaines.²⁵¹ Il arrive aussi que les femmes s'imposent un mariage elles-mêmes, pour qu'on les laisse tranquilles. Dans les deux cas de figure, le mariage en tant que tel ne suffit pas, il faut qu'il donne lieu à des enfants.²⁵²

Un membre de Secours Social confirme que certaines femmes lesbiennes sont obligées d'avoir des enfants en raison de la pression familiale.²⁵³ Ainsi, certaines femmes lesbiennes décident d'avoir un enfant pour faire baisser la pression familiale pour qu'elles se marient. Elles ne vivent pas avec le père de leur enfant, ce qui est généralement accepté par la famille.²⁵⁴

Selon la directrice de WAF, la couverture idéale est un mariage entre un homme gay et une femme lesbienne. Parfois un ami hétérosexuel peut aussi accepter de servir de couverture à une femme lesbienne. Après la naissance d'un enfant, la famille ne fait plus pression.²⁵⁵

De plus, une fois qu'un enfant est né, le couple ne doit pas forcément vivre ensemble. Une femme qui s'occupe seule de ses enfants, en Côte d'Ivoire, c'est normal. La famille pense

²⁴⁵ Réseau ivoirien des organisations de personne vivant avec le VIH, Abidjan. Index de la stigmatisation et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire 2.0, année 2022, aucune date, p.93. https://www.stigmaindex.org/wp-content/uploads/2021/11/Cote-dIvoire-SI-2.0-Report-2022_French.pdf (27.11.2023).

²⁴⁶ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁴⁷ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

²⁴⁸ Le Monde Afrique, Paris. « Moi, Carla, ivoirienne et lesbienne », 01.05.2018. https://www.lemonde.fr/afrique/video/2018/05/01/moi-carla-ivoirienne-et-lesbienne_5292927_3212.html (04.07.2023).

²⁴⁹ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁵⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordonnatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²⁵¹ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁵² Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁵³ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

²⁵⁴ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordonnatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²⁵⁵ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

simplement que la relation n'a pas marché.²⁵⁶ Toutefois, il ne serait pas rare que les pères de ces enfants n'offrent aucun soutien financier et que les mères rencontrent des difficultés à subvenir seules aux besoins de leur famille.²⁵⁷

8.2. Protection

Voir également le chapitre 6 sur la protection offerte aux personnes LGBT.

Après une agression, la victime LBQ ne porte généralement pas plainte de peur de s'exposer. Elle s'arrange pour ne plus se retrouver dans une situation similaire afin d'éviter une nouvelle agression. Les cas de violences envers les lesbiennes ne sont donc généralement pas documentés.²⁵⁸

Selon la directrice de WAF, il serait dangereux de porter plainte, car le traitement de la victime dépend du « feeling » de l'agent. Si l'agent est homophobe, comme l'est la société en général, alors la victime risque de s'attirer encore plus d'ennuis en portant plainte. Selon cette même source, les points focaux ont surtout été formés sur les hommes (gays) et non sur la situation des femmes lesbiennes.²⁵⁹

Elle ajoute que du fait que leur existence n'est pas reconnue par la loi, nombre de lesbiennes pensent qu'elles n'ont pas de droits.²⁶⁰

Pour la victime de violences domestiques en couple lesbien, il est difficile de dénoncer les violences.²⁶¹

8.3. Quotidien des femmes LBQ

8.3.1. Violences

Bien que L'ONG KATIA note que les LBQ « garçons manqués » peuvent parfois être acceptées comme des camarades par des hommes hétéros,²⁶² la directrice de WAF estime que les lesbiennes à l'allure un peu masculine ont plus souvent des « soucis », car elles sont reconnues comme étant lesbiennes. Mais en général, les gens s'en tiennent à des remarques sur leur passage.²⁶³

Selon le PNUD, les cas de mariage forcé d'adultes LGBT sous la pression familiale sont récurrents, cette pression étant exercée de manière plus forte sur les femmes.²⁶⁴ Une étude de 2020 confirme ce constat, puisque plus de 15 % des femmes LBQ ivoiriennes sondées y ont déclaré avoir été victimes de mariage forcé.²⁶⁵ Selon la directrice de WAF ces mariages

²⁵⁶ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁵⁷ Secours Social, Bouaké. Entretien du 09.12.2022.

²⁵⁸ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁵⁹ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁶⁰ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁶¹ *Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.*

²⁶² ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

²⁶³ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁶⁴ *Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.*

²⁶⁵ Yves Kugbe & Sheba Akpokli. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien, Bissexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.52. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

imposés de force par la famille aux jeunes femmes lesbiennes arrivent en zone rurale, mais aussi en zone urbaine.²⁶⁶

Le plus souvent les agressions envers les lesbiennes sont verbales, plus rarement physiques.²⁶⁷ L'étude citée plus haut confirme que les agressions verbales sont globalement plus fréquentes. Parmi les personnes LBQT sondées en Côte d'Ivoire, 7 % avaient été victimes de violences physiques (violences sexuelles non comprises) au cours des 12 derniers mois.²⁶⁸

La violence domestique est relativement fréquente chez les couples lesbiens.²⁶⁹ Une étude, menée auprès d'organisations et personnes LBQ en Afrique de l'Ouest confirme que les auteurs de violences envers les femmes LBQ en Côte d'Ivoire sont le plus souvent les partenaires intimes : le partenaire de même sexe pour les lesbiennes et le partenaire masculin pour les bisexuelles. Viennent ensuite les violences infligées par des personnes connues, généralement de l'entourage proche. Les agressions de la part d'inconnus sont les moins courantes.²⁷⁰

Le directeur des programmes d'ACI n'a pas entendu parler de viols correcteurs de femmes lesbiennes en Côte d'Ivoire.²⁷¹ Cependant, la directrice de WAF pense que ces viols existent sur le territoire ivoirien, car elle a déjà entendu parler de victimes. Toutefois celles-ci gardent le silence et les cas ne sont pas documentés. Notre interlocutrice estime que les femmes sans autonomie financière sont plus à risque. Les auteurs seraient généralement des proches.²⁷²

L'ONG KATIA précise que du fait que les familles n'acceptent généralement pas que leur fille soit lesbienne, il y a des cas de maltraitance dans le cercle familial.²⁷³

8.3.2. Accès aux soins

En Afrique, la question de l'orientation a souvent été abordée dans le cadre de la lutte contre le VIH. L'argumentaire était principalement celui de la santé publique face à la vulnérabilité des homosexuels masculins aux maladies sexuellement transmissibles. Il semble que cette approche continue d'influencer les interventions des organisations LGBT. Par exemple, les kits de prévention VIH se focalisent traditionnellement sur les préservatifs masculins et les gels lubrifiants.²⁷⁴

²⁶⁶ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁶⁷ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁶⁸ Yves Kugbe & Sheba Akpokli. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbiennes, Bisexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.57. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

²⁶⁹ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordinatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²⁷⁰ Yves Kugbe & Sheba Akpokli. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbiennes, Bisexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.60-62. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

²⁷¹ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²⁷² Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁷³ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

²⁷⁴ Yves Kugbe & Sheba Akpokli, Amsterdam. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbiennes, Bisexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.37s. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

Les programmes sanitaires ne prévoient pas de prise en charge spécifique et adaptée des femmes LBQ.²⁷⁵ Par ailleurs, dans le domaine de la gynécologie, les femmes lesbiennes sont traitées comme toutes les autres patientes, alors que certaines d'entre elles n'ont jamais eu de relations sexuelles avec un homme.²⁷⁶ Par ailleurs, des idées fausses concernant leur exposition aux maladies sexuellement transmissibles circulent parmi les femmes LBQ. Si elles ont besoin de traitements gynécologiques, elles ne mentionnent généralement pas leur orientation sexuelle au personnel soignant.²⁷⁷ En conséquence de cette prise en charge inadaptée, des femmes lesbiennes évitent de consulter. Elles passent à l'automédication ou ne se soignent pas.²⁷⁸

Quelques organisations LGBT dirigées par des femmes tentent de pallier à ces insuffisances par des offres d'éducation par des pairs, des groupes de paroles ou des services gratuits au travers d'ONG alliées.²⁷⁹ Il semble que l'ONG Alternative Côte d'Ivoire ait tenté d'initier des consultations médicales spécifiques pour femmes lesbiennes, mais le projet s'est arrêté.²⁸⁰

Si, de manière générale, la dépression touche plus les femmes que les hommes, en Afrique de l'Ouest, les femmes LBQ y sont encore plus vulnérables. Les lesbiennes et bisexuelles souffrent également plus de troubles anxieux.²⁸¹ En Côte d'Ivoire, le taux de tentatives de suicide est également relativement élevé chez les LBQ et semble être associé au taux d'agressions physiques et sexuelles.²⁸²

8.3.3. Accès à la formation, à l'emploi et au logement

Dans une étude sur la situation des femmes LBQ en Afrique de l'Ouest, plus de 35 % des Ivoiriennes sondées ont déclaré avoir été victime de harcèlement en milieu scolaire et près de 25 % ont indiqué avoir été expulsées de leur école ou centre de formation.²⁸³

Dans cette même étude, un peu plus de 10 % des LBQ ivoiriennes sondées ont signalé avoir déjà été licenciées à cause de leur orientation sexuelle, tandis que près de 15 % des sondées ont déclaré avoir fait l'objet de harcèlement sur leur lieu de travail.²⁸⁴

²⁷⁵ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023 / ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.51.

²⁷⁶ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁷⁷ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p.18. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

²⁷⁸ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁷⁹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 17-18. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

²⁸⁰ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁸¹ Yves Kugbe & Sheba Akpokli, Amsterdam. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien, Bisexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.72s. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

²⁸² Yves Kugbe & Sheba Akpokli, Amsterdam. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien, Bisexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.78-80. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

²⁸³ Yves Kugbe & Sheba Akpokli. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien, Bisexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.52. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

²⁸⁴ Yves Kugbe & Sheba Akpokli. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien, Bisexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.52. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

Selon une ONG LBQ, dans le privé, l'employeur ne doit pas découvrir l'orientation sexuelle des femmes lesbiennes, car elles risquent de perdre leur emploi. Dans le public, les fonctionnaires risquent éventuellement que leur chef tente de les faire muter, mais elles ne risquent pas la radiation.²⁸⁵

Selon WAF, tant que le propriétaire du logement n'a pas de soupçons, il n'y a pas de soucis pour vivre en couple lesbien. Souvent les bailleurs pensent que deux femmes qui vivent ensemble sont des sœurs. S'il y a des rumeurs ou si le propriétaire du logement a des soupçons, il peut jeter les locataires dehors. Parfois les femmes déménagent d'elles-mêmes pour échapper aux rumeurs, car elles craignent d'éventuelles agressions.²⁸⁶

Toutefois, dans le cadre de l'étude citée plus haut, plus de 15 % des Ivoiriennes sondées ont déclaré avoir été victimes de refus de logement et/ou d'expulsion de leur lieu de résidence.²⁸⁷

²⁸⁵ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁸⁶ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁸⁷ Yves Kugbe & Sheba Akpokli. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien(ne)s, Bisexuelle(s) et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.52. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

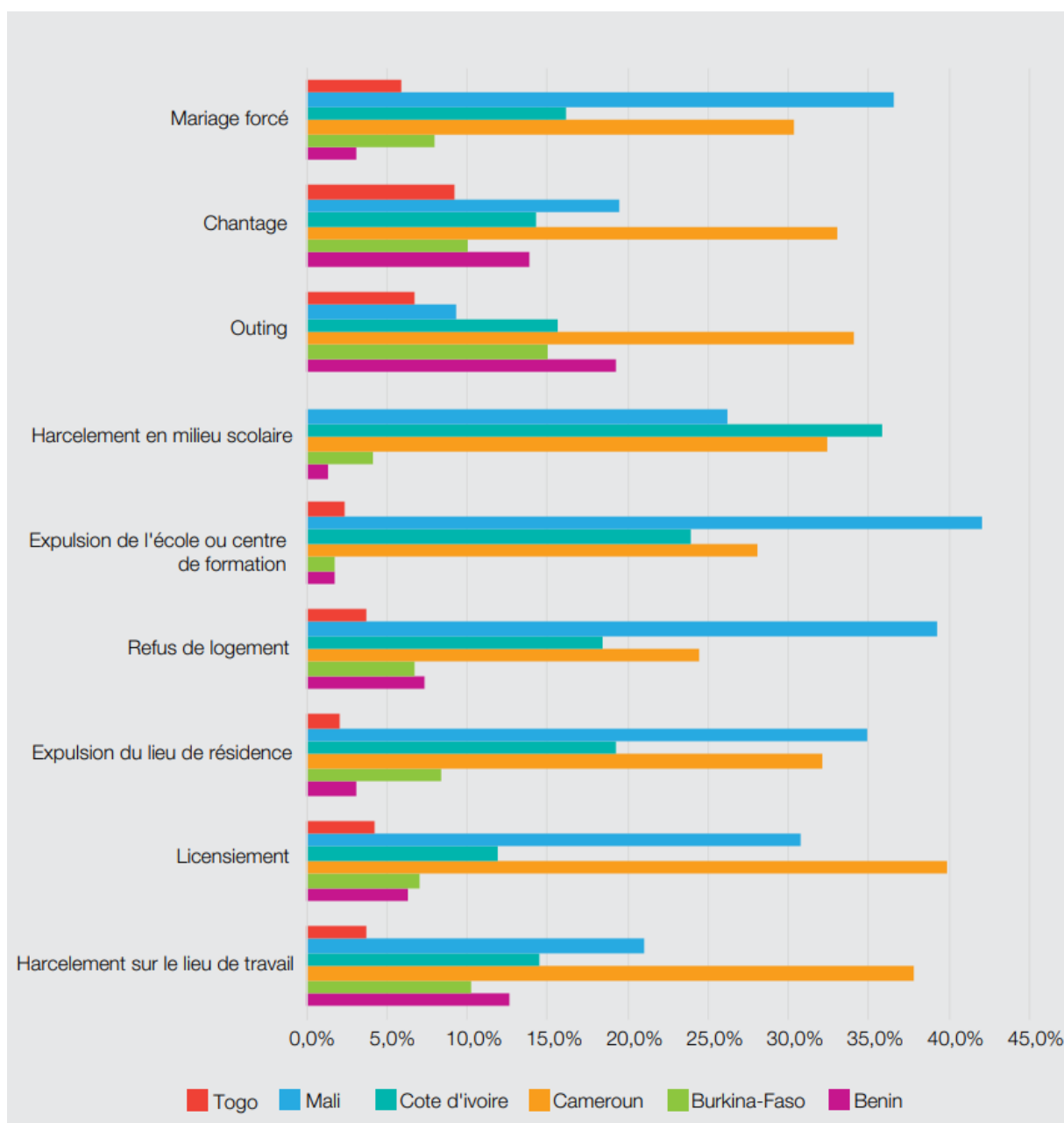


Figure 2: Répartition des violations de droits fondamentaux de personnes LBQ par pays. Source : Y. Kugbe & S. Akpokli, 2020.²⁸⁸

8.3.4. Stratégies adoptées par les femmes LBQ

Selon la directrice exécutive de WAF, en Côte d'Ivoire, les femmes lesbiennes évitent d'attirer les regards et, partant, d'être la cible d'agressions. Il s'agit d'une réelle stratégie. Du fait de leur discrétion, elles passent souvent inaperçues.²⁸⁹

²⁸⁸ Yves Kugbe & Sheba Akpokli. Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbien, Bisexuelles et Queer. Dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2020, p.52. https://coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Pour_en_finir_avec_les_Labyrinthes_report_FR.pdf (02.11.2023).

²⁸⁹ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

Le plus souvent, les femmes lesbiennes s'arrangent pour partir loin de leur famille et de leur ancien voisinage. En effet, dans les zones urbaines, les filles ne restent plus à la maison jusqu'au mariage. Mais pour partir, il faut des moyens financiers.²⁹⁰

En zone rurale, les filles ont moins de formation et il est plus difficile de trouver un emploi. Elles restent donc plus longtemps chez la famille. A la campagne, les filles quittent généralement leur famille au moment du mariage. De plus au village tout le monde se connaît. C'est pourquoi, les filles LBQ sont obligées de quitter le village. En général, elles tentent de s'installer dans une ville. Dès lors, on trouve plus de femmes lesbiennes dans les villes.²⁹¹

Certains espaces sont plus hostiles que d'autres, notamment les lieux populaires comme les marchés. Quand elles s'y rendent, les femmes lesbiennes veillent à ne pas attirer le regard de peur de se faire agresser. Selon la directrice de WAF, généralement, quand les femmes lesbiennes voient que la tension monte, elles partent pour éviter une agression.²⁹²

Quant au milieu de la nuit, il est plus tolérant envers les femmes LBQ.²⁹³

La pression familiale pour se marier et fonder une famille est plus forte sur les femmes.²⁹⁴ Certaines femmes LBQ s'imposent un mariage pour que la famille les laisse tranquilles, mais pour cela, il faut que ce mariage donne lieu à des enfants.²⁹⁵ D'autres décident d'avoir un enfant, sans pour autant vivre avec le père, ce qui est généralement accepté par la famille.²⁹⁶

Si, comme mentionné plus haut, la plupart des femmes LBQ préfèrent rester discrètes, il existe tout de même des exceptions, par exemples des influenceuses LBQ, comme le couple lesbien Sam et Sasha.²⁹⁷

9. Situation spécifique aux personnes transgenres

Il existe peu d'informations sur les hommes transgenres. Selon un chercheur le manque de visibilité des hommes transgenres en Afrique de l'Ouest découle notamment du fait qu'ils ont été élevés dans une société patriarcale où les femmes doivent faire preuve de soumission et de discrétion. Un autre facteur serait lié au manque de financement de programmes spécifiques destinés aux hommes transgenres, alors que les femmes transgenres sont généralement au moins prises en compte dans les programmes liés au VIH.²⁹⁸

Selon la directrice de l'organisation transgenre ivoirienne FONDYGENDER, l'ouverture relative de la Côte d'Ivoire envers les LGBT, surtout en comparaison avec d'autres pays de la sous-région, explique que des personnes transgenres des pays limitrophes viennent s'installer

²⁹⁰ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁹¹ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁹² Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁹³ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁹⁴ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordonnatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²⁹⁵ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

²⁹⁶ Analyste au Programme Gouvernance/Genre & Coordonnatrice du projet Initiative pour une Gouvernance Inclusive au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

²⁹⁷ Voir par exemple leur compte tiktok : <https://www.tiktok.com/@saaashaa.sam/> (30.11.2023).

²⁹⁸ Forum Trans de l'Afrique de l'Ouest (FTAD), lieu inconnu. Plan Stratégique régional de la communauté trans* d'Afrique de l'Ouest, 2022, p.7. <https://westafricantransforum.files.wordpress.com/2022/09/plan-strategique-regional-watf.pdf>

dans le pays. Parallèlement, « beaucoup » de transgenres émigrent, par exemple au Maroc. Certains pour essayer la traversée, d'autres pour s'installer ailleurs avec l'aide du HCR.²⁹⁹

9.1. Organisations transgenres

Le CNDH observe que la complexité de l'identité des femmes transgenres, souvent confondues avec les travailleuses du sexe, n'est généralement pas prise en compte et ce même dans la communauté des organisations LGBT.³⁰⁰

Il existe 5 ou 6 associations transgenres en Côte d'Ivoire,³⁰¹ dont la plupart ont été créées au cours des cinq dernières années.³⁰²

Les deux organisations transgenres interviewées, FONDYGENDER et l'ONG KATIA, sont enregistrées auprès du Ministère de la santé en tant qu'organisations de lutte contre le VIH et de promotion de la santé au sein des populations clés.³⁰³ FONDYGENDER explique que comme il n'y a pas de loi contre la discrimination des personnes LBGT, les organisations ne peuvent pas être reconnues comme organisations de défense des droits des LGBT. Elles ne recevraient pas d'autorisation. Du coup, elles s'enregistrent comme organisations de promotion de la lutte contre le VIH ou de promotion de la santé. Elles peuvent aussi s'enregistrer comme association de promotion des droits humains en général.³⁰⁴

Les deux organisations indiquent qu'il leur est difficile de trouver un local.³⁰⁵ FONDYGENDER a dû partir quand le propriétaire a compris de quel type d'organisation il s'agissait.³⁰⁶ Quant à l'ONG KATIA, elle n'a pas de siège et tient ses réunions dans les locaux d'autres organisations.³⁰⁷

Pour une organisation transgenre, il n'est pas seulement difficile de trouver un local, mais aussi de réussir à louer une salle pour une activité ou un atelier. L'ONG KATIA ajoute qu'il est déjà arrivé que lors d'ateliers du Programme national de lutte contre le Sida ou d'autres organisations, l'hôtel où se déroule l'activité refuse d'accueillir ses représentantes.³⁰⁸

9.2. Perception des personnes transgenres

Selon une organisation transgenre, de toute la communauté LGBTQI, ce sont les personnes transgenres qui sont les plus rejetées par la société en raison de leur changement d'identité.³⁰⁹

Beaucoup de personnes transgenres sont rejetées par leur famille.³¹⁰ Un sondage effectué auprès de personnes transgenres vivant avec le VIH a révélé que 67 % d'entre elles s'étaient déjà senties exclues d'activités familiales et que 70 % avaient senti que des membres de leur famille avaient des propos discriminants ou discriminatoires à leur sujet.³¹¹

²⁹⁹ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁰⁰ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 16. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

³⁰¹ ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.65.

³⁰² Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁰³ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁰⁴ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁰⁵ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁰⁶ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁰⁷ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁰⁸ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁰⁹ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³¹⁰ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³¹¹ Réseau ivoirien des organisations de personnes vivant avec le VIH, Abidjan. Index de la stigmatisation et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire 2.0, année 2022, aucune date, p.125.

Il arrive que des personnes transgenres soient mises à la porte par leur famille. Dans de rares cas, il arrive qu'après des discussions, la famille réagisse mieux et tente d'accepter leur enfant tel qu'il/elle est.³¹²

Les réactions négatives envers les personnes transgenres sont souvent liées à la religion - surtout musulmane, mais chrétienne aussi - et aux valeurs culturelles africaines.³¹³

Depuis 2010, les transgenres ont été intégrés par les organisations internationales dans les programmes de santé sexuelle. FondyGener estime que cela a apporté une amélioration en matière de droits humains et une diminution de la stigmatisation, notamment au niveau de la police, de la santé et des magistrats.³¹⁴

9.3. Protection et accès à la justice

Depuis que les transgenres ont été intégrés dans les programmes de santé sexuelle en 2010, FONDYGENDER observe une amélioration en matière de droits humains et une diminution de la stigmatisation, notamment au niveau de la police, de la santé et des magistrats. De nos jours, les transgenres peuvent aller porter plainte au commissariat et les plaintes suivent leur cours. Les agents de l'Etat ont été formés sur les thématiques LGBT et il existe des points focaux genre/VBG dans les commissariats.³¹⁵ (voir chapitre 6.1)

Toutefois, l'ONG KATIA estime que, de manière générale, les forces de l'ordre ne sont pas très outillées sur la thématique et tendent à banaliser les violences à l'encontre de personnes LGBT. Ainsi, il existe des agents de police qui refusent de prendre la déposition de femmes transgenres. Certaines auraient même été enfermées alors qu'elles étaient venues au poste de police pour porter plainte.³¹⁶

Une activiste transgenre interrogée par le CNDH indique qu'elle évite de porter plainte, car elle craint de subir des violences sexuelles de la part des policiers.³¹⁷

Dans un rapport de la FIDH, deux femmes transgenres témoignent avoir été victimes de violences de la part des « corps habillés ». ³¹⁸ L'ONG KATIA indique qu'il arrive parfois que les forces de l'ordre commettent des violences sur des femmes transgenres. Celles-ci n'osent alors pas porter plainte.³¹⁹

L'ONG KATIA cite l'exemple d'une femme transgenre qui a porté plainte après une agression et qui a dû aller porter la convocation à son agresseur. Elle a déboursé 20 000 CFA pour que les gendarmes l'accompagnent.³²⁰

Selon l'ONG KATIA, malgré l'existence des points focaux dans certains postes de police et gendarmeries, il est rare que les plaintes de transgenres aboutissent. En effet, ces victimes préfèrent souvent retirer leur plainte de peur de représailles.³²¹

FONDYGENDER estime que globalement, il y a des avancées pour les personnes transgenres, mais qu'il reste de nombreuses difficultés à de nombreux niveaux, notamment à

https://www.stigmaindex.org/wp-content/uploads/2021/11/Cote-dIvoire-SI-2.0-Report-2022_French.pdf (27.11.2023).

³¹² ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³¹³ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³¹⁴ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³¹⁵ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³¹⁶ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³¹⁷ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 12. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

³¹⁸ FIDH, Paris. « On va régler ça en famille ». Les obstacles à une prise en charge effective des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire, mars 2022, p.18. https://www.fidh.org/IMG/pdf/vsbg_cote_divoire-2.pdf (20.10.2023).

³¹⁹ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³²⁰ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³²¹ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

celui des tribunaux. A titre d'exemple, lors d'une audience en début d'année 2021, un juge n'était pas au courant de l'abrogation de l'art. 360 (outrage public à la pudeur / acte impudique ou contre nature avec individu du même sexe).³²² L'ONG KATIA évoque un procès suite à l'agression physique d'une femme transgenre. Le juge n'a pas appliqué la loi et n'a condamné l'auteur qu'à une semaine de prison.³²³ La sentence minimale prévue par le code pénal est de 15 jours de prison pour une violence sans coups ni blessures, et d'un mois s'il y a eu des coups donnant lieu à des blessures sans gravité.³²⁴

Les travailleuses du sexe transgenres sont la cible de violence, d'intimidations et d'arrestations musclées. En effet, l'art. 338 du Code pénal, qui interdit et sanctionne le racolage, ne vise pas spécifiquement les personnes LGBT, mais est invoqué pour arrêter les travailleuses du sexe transgenres.³²⁵

En milieu carcéral, la situation est critique pour les transgenres. S'agissant des femmes transgenres, elles sont souvent incarcérées avec les femmes, mais lorsqu'on découvre que biologiquement, ce sont des hommes, elles sont transférées dans le quartier des hommes. Là, elles subissent toutes sortes d'abus et violences, notamment des viols. FONDYGENDER fait un plaidoyer auprès des ministères afin d'obtenir un lieu séparé pour les personnes transgenres dans les maisons carcérales.³²⁶

Alternative Côte d'Ivoire réfère des cas VBG transgenres à ses parajuristes.³²⁷

9.4. Transition et existence légale

Selon FONDYGENDER, en Côte d'Ivoire, peu de filles veulent devenir des garçons. Les hommes transgenres sont donc plus rares que les femmes transgenres.³²⁸

Il est rare que les hommes transgenres suivent une thérapie hormonale.³²⁹ Il leur est généralement difficile d'avoir les moyens financiers nécessaire à la transition (qui implique une thérapie hormonale) et sont dès lors toujours obligés de revenir à leur condition de femmes. La situation pour les hommes transgenres est difficile. Dans certains milieux, ces personnes sont obligées de dire qu'elles sont des femmes, alors qu'elles se sentent homme.³³⁰ Il y a aussi des hommes qui affirment leur identité féminine sans transition hormonale.³³¹

Selon une interlocutrice, la transition physique réussit mieux chez les femmes transgenres que chez les hommes transgenres.³³² Les femmes transgenres font aussi plus facilement une transition. Elles quittent d'abord leur famille puis commencent la prise d'hormones.³³³

³²² Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³²³ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³²⁴ République de Côte d'Ivoire, Abidjan. Loi n° 2019-574 portant Code pénal, 10.07.2019. art. 381 et 382. https://www.famille.gouv.ci/public/documents/doc_drcc/loi_2019-574_portant_code_p%C3%A9nal.pdf (04.10.2023).

³²⁵ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.5., <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

³²⁶ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³²⁷ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³²⁸ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³²⁹ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023 / Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³³⁰ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

³³¹ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³³² Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

³³³ Fondatrice et directrice exécutive de Woman African Freedom (WAF), Abidjan. Entretien téléphonique, 16.06.2023.

Le changement d'identité suite à une transition d'un sexe à un autre n'est pas prévu par la loi.³³⁴ Officiellement, en Côte d'Ivoire, il n'existe pas de possibilité de faire changer des documents officiels suite à une thérapie hormonale.³³⁵ Toutefois, avec des contacts et de l'argent, c'est parfois possible.³³⁶

Au début de la transition, les personnes transgenres font l'objet d'une exclusion totale. Leurs documents administratifs ne sont plus valables, ainsi que leurs diplômes, et autres documents. Cela constitue une vie sans existence légale, ce qui explique pourquoi beaucoup d'entre elles vivent de la prostitution.³³⁷

Une interlocutrice explique qu'elle a réussi à obtenir un passeport dans lequel elle est désignée de sexe féminin, mais à l'état civil son nom est resté le même (nom masculin). En général, elle dit qu'il y a eu une erreur, que le « e » final a été oublié. Sur la carte d'identité, elle n'a pas pu faire changer le sexe. Elle n'a pas non plus réussi à obtenir que la photo de son permis de conduire soit changée (photo d'elle avant la transition).³³⁸

Beaucoup de personnes transgenres se font faire de faux documents. En effet, au quotidien, des documents d'identité sont nécessaires pour avoir accès aux services de santé, à l'éducation, à l'emploi, aux voyages, etc...³³⁹

9.5. Quotidien des personnes transgenres

9.5.1. Violences

Au sein de la communauté LGBT, ce sont surtout les personnes transgenres qui sont victimes de violences.³⁴⁰ Selon le CNDH, pour des transgenres, le seul fait de marcher dans la rue peut se révéler dangereux.³⁴¹ Du fait de l'insécurité dans laquelle elles vivent, les personnes transgenres ne peuvent pratiquement pas sortir dans l'espace public.³⁴²

Selon FONDYGENDER, en février 2020, le Fonds mondial a fait une étude sur les violences envers les personnes transgenres. Ce rapport, qui n'a pas été publié, révèle que 89 % des personnes transgenres ont déjà été la cible de violences physiques ou/et psychologiques.³⁴³

Les transgenres vivent des violences en tous genres au quotidien.³⁴⁴ Ces attaques peuvent être verbales ou physiques. L'ONG KATIA déclare qu'il y a déjà eu des assassinats de personnes transgenres en Côte d'Ivoire.³⁴⁵

Les auteurs des violences sont le plus souvent des personnes du quartier ou de la communauté des victimes.³⁴⁶ Si FONDYGENDER estime qu'il n'est plus courant que la police

³³⁴ PNUD, New York. Initiative de Gouvernance Inclusive : Rapport de base Côte d'Ivoire, 2022, p.18., <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/initiative-de-gouvernance-inclusive-rapport-de-base#:~:text=18%20mars%202022,les%20droits%20de%20l%27Homme> (02.11.2023).

³³⁵ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023 / CNDH, Abidjan. Note de plaidoyer en faveur de la protection et de la promotion des droits des minorités sexuelles en Côte d'Ivoire, novembre 2022, p.10. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/NOTE-DE-PLAIDOYER-EN-FAVEUR-DE-LA-PROTECTION-ET-DE-LA-PROMOTION-DES-DROITS-DES-MINORITES-SEXUELLES-ET-DE-GENRE-Input-CNDH-Format-A6-2.pdf> (30.11.2023).

³³⁶ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³³⁷ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³³⁸ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³³⁹ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁴⁰ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁴¹ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 12. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

³⁴² Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁴³ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁴⁴ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁴⁵ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁴⁶ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023 / Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

agresse des personnes transgenres,³⁴⁷ l'ONG KATIA mentionne des exemples de violences et d'humiliations de la part d'« hommes en tenue » à l'occasion de contrôles d'identité de personnes dont les documents n'étaient plus conformes à leur identité genre. Des transfemmes auraient notamment été tabassées, déshabillées et filmées.³⁴⁸ Un rapport de la FIDH rapporte les témoignages de femmes transgenres victimes de violences de la part de « corps habillés ».³⁴⁹

Les travailleuses du sexe transgenres font l'objet de beaucoup de violences, notamment de la part des clients. Il y a déjà eu des meurtres et des tentatives de meurtre de prostituées transgenres.³⁵⁰

Parfois, les auteurs des violences font également partie de la communauté LGBT.³⁵¹

9.5.2. Accès aux soins

En 2020, une étude sur les besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes transgenres à Abidjan a révélé une prévalence de près de 24 % chez les personnes transgenres, alors qu'on estime ce taux à environ 2 % dans la population générale ivoirienne.³⁵²

Dans un rapport publié en 2020, des chercheurs ont noté que certaines populations-clés, en particulier les personnes transgenres, étaient exclues des efforts de sensibilisation de lutte contre le VIH en raison d'un contexte social hostile et d'un manque de données. Ces personnes demeuraient invisibles et leurs besoins propres étaient ignorés.³⁵³

En décembre 2022, plusieurs organisations LGBT indiquaient que les personnes transgenres étaient souvent placées dans les programmes HSH.³⁵⁴ Si FONDYGENDER affirmait avoir observé une évolution, les transgenres n'étant désormais plus forcément considérés comme faisant partie des HSH,³⁵⁵ Alternative Côte d'Ivoire constatait que seules des activités de sensibilisation et dépistage ciblaient spécifiquement les personnes transgenres. Cependant le programme national de lutte contre le sida (PNLS) s'attellait à mettre en place les instruments permettant une prise en charge séparée des HSH.³⁵⁶

Les transgenres sont désormais inclus dans le plan national de santé de la Côte d'Ivoire. Du fait que ce plan soit plus ciblé, il répond également à des besoins spécifiques.³⁵⁷ Toutefois,

³⁴⁷ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁴⁸ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁴⁹ FIDH, Paris. « On va régler ça en famille ». Les obstacles à une prise en charge effective des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire, mars 2022, p.18. https://www.fidh.org/IMG/pdf/vsbq_cote_divoire-2.pdf (20.10.2023).

³⁵⁰ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁵¹ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁵² Informations citées par dans : Ministère de la santé et de l'hygiène publique, Abidjan. DP/MSHPCMU/CAB/UCPFM/NFM/2022/066, décembre 2022, p.46. https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwjsgdGPtAl_AhWzyLsiH_evfCokQFnoECAgQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.ucp-fm.com%2Fuploads%2Fmarches%2F63b8463dc2e44-recrutement-de-cabinets-pour-la-realisation-detude-TDR.docx&usg=AOvVaw050AYe80hbP0bCzqxcDtbY (02.11.2023).

³⁵³ The global Fund, Genève. Côte d'Ivoire: Evaluation à mi-parcours, Initiative « Lever les obstacles » du Fonds mondial, décembre 2020, p.48. https://www.theglobalfund.org/media/11708/crg_2020-midtermassessmentcotedivoire_report_fr.pdf (24.11.2023).

³⁵⁴ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022

³⁵⁵ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁵⁶ Directeur des programmes d'Alternative Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁵⁷ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

selon l'ONG KATIA, cela reste surtout théorique et elle ne remarque pas vraiment d'effets concrets.³⁵⁸ Un rapport de l'ISDAO précise que les interventions se limitent au VIH/SIDA.³⁵⁹

Pourtant, en 2021, un sondage auprès de personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire a révélé que les personnes transgenres séropositives souffrent également d'autres affections, en particulier d'infections ou maladies sexuellement transmissibles (21 %), de maladies non transmissibles (13 %), d'infections opportunistes (13 %), d'addiction (9 %) de troubles de la santé mentale (8 %), et de tuberculose (6 %). Près de 44 % des sondés ont indiqué avoir déjà eu peur de recourir à des services de santé en raison de leur identité genre et près de 48 % ont affirmé avoir déjà évité de recourir à ces services par crainte que leur identité genre ne soit révélée.³⁶⁰

En Côte d'Ivoire, les personnes transgenres sous hormonothérapie n'ont généralement pas d'accompagnement médical.³⁶¹ A Abidjan, il y a des médecins qui prescrivent les hormones, mais il faut les connaître.³⁶² Les hormones s'achètent sur le marché noir, ou en pharmacie (également sans prescription).³⁶³

Selon une organisation transgenre, l'absence d'accompagnement médical pendant la transition et l'insécurité permanente dans laquelle vivent les personnes transgenres peuvent avoir des conséquences psychiques. Il y a beaucoup de dépression, d'auto stigmatisation.³⁶⁴ Certaines personnes transgenre s'infligent des automutilations ou font des tentatives de suicide.³⁶⁵ Il n'existe pas de programme de prise en charge sociale ou médicale.³⁶⁶

Une autre organisation transgenre précise que, pour un bon suivi, les femmes transgenres ont besoin d'endocrinologues et de psychologues formés sur la question de la transidentité.³⁶⁷ FONDYGENDER travaille avec un psychologue sur les enjeux de la transition hormonale,³⁶⁸ l'ONG KATIA fait parfois appel à un psychologue externe pour certaines activités.³⁶⁹

9.5.3. Accès à l'emploi et au logement

Le CNDH remarque qu'au sein de la communauté LGBT+, les personnes au genre non conforme et les transgenres sont souvent les plus pauvres.³⁷⁰ Dans le cadre d'un sondage effectué pour mesurer la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire, seules 8 % des personnes transgenres ont déclaré qu'elles n'avaient pas eu de mal à subvenir à leurs besoins fondamentaux au cours des 12 derniers mois.³⁷¹

³⁵⁸ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁵⁹ ISDAO, Afrique de l'Ouest. Doundou, Cartographie de la mobilisation communautaire LGBTQI en Afrique de l'Ouest, décembre 2022, p.51.

³⁶⁰ Chiffres arrondis. Réseau ivoirien des organisations de personne vivant avec le VIH, Abidjan. Index de la stigmatisation et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire 2.0, année 2022, aucune date, p.122. https://www.stigmaindex.org/wp-content/uploads/2021/11/Cote-dIvoire-SI-2.0-Report-2022_French.pdf (30.11.2023).

³⁶¹ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁶² ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁶³ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁶⁴ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁶⁵ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022 / FIDH, Paris. « On va régler ça en famille ». Les obstacles à une prise en charge effective des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire, mars 2022, p.18. https://www.fidh.org/IMG/pdf/vsbg_cote_divoire-2.pdf (20.10.2023).

³⁶⁶ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁶⁷ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁶⁸ Directrice exécutive de FONDYGENDER Côte d'Ivoire, Abidjan. Entretien du 12.12.2022.

³⁶⁹ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁷⁰ CNDH, Abidjan. Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire, 2023, p. 11. <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/CNDH-RAPPORT-CARTOGRAPHIE-IV-A5-1.pdf> (30.11.2023).

³⁷¹ Réseau ivoirien des organisations de personne vivant avec le VIH, Abidjan. Index de la stigmatisation et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire 2.0, année 2022, aucune date, p.27.

Du fait de leur transition, les personnes transgenres changent de nom et de genre. Dès lors, leurs diplômes et certificats scolaires n'ont plus de valeur.³⁷² De ce fait, les personnes transgenres n'ont généralement pas accès à la plupart des emplois.³⁷³ Dans un sondage auprès de personnes vivant avec le VIH, 46 % des personnes transgenres ont déclaré être sans emploi et 35 % avoir un emploi informel à temps partiel.³⁷⁴ Certaines personnes transgenres réussissent à obtenir un emploi simple (p.ex. serveuse) en omettant leur identité genre. Elles risquent de perdre leur emploi si leur employeur découvre qu'elles sont transgenres.³⁷⁵

10. Conclusion

Les informations collectées et les entretiens menés indiquent qu'il y a eu une nette avancée au niveau de la reconnaissance des personnes LGBT, avant tout des HSH, au cours de la dernière décennie. Outre la mise en place de programmes sanitaires - avant tout de lutte contre le VIH - destinés aux « populations clés », on peut souligner l'abolition de l'inégalité de traitement dans la disposition sur « l'outrage public à la pudeur » et la mise en place de gender desks ou de points focaux genre dans les commissariats et gendarmeries. Les organisations LGBT, de plus en plus nombreuses, signalent également une plus grande ouverture au niveau des ministères, dont les cadres s'engagent désormais plus facilement en faveur des mêmes droits pour tous.

L'existence de plusieurs dizaines d'organisations LGBT, dont au moins une poignée d'organisations transgenres, est à relever. Si, faute de base légale interdisant les discriminations sur la base de l'orientation sexuelle, ces organisations ne peuvent généralement pas se faire enregistrer comme ONG militant pour les droits de minorités sexuelles, elles n'en sont pas moins reconnues par les autorités, à condition qu'elles mentionnent un volet de lutte contre le VIH dans leurs statuts.

Malgré les progrès mentionnés, il semble qu'une perception négative des personnes LGBT prévaut au sein de la population, comme l'ont montré les débats autour de l'éventuelle interdiction de la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle, lors de la récente révision du code pénal. Le Parlement a d'ailleurs finalement préféré laisser tomber ce petit bout de phrase controversé.

Les discriminations, mais parfois aussi les violences – verbales ou physiques – envers les personnes LGBT sont encore relativement courantes en Côte d'Ivoire. Les gendarmes, censés faciliter le dépôt de plainte pour tous les cas de violences basées sur le genre, ne sont que peu sollicités par la population, et encore moins par les personnes LGBT. En effet, la crainte de répercussions que pourraient causer une éventuelle révélation de leur orientation sexuelle ou identité genre, ainsi qu'une faible confiance dans les forces de l'ordre et la justice retiennent les victimes LGBT de porter plainte suite à une agression.

https://www.stigmaindex.org/wp-content/uploads/2021/11/Cote-dIvoire-SI-2.0-Report-2022_French.pdf (27.11.2023).

³⁷² RFI, Issy Les Moulineaux. Côte d'Ivoire: un festival pour lutter contre les violences envers les personnes LGBTQI+, 16.05.2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210516-c%C3%B4te-d-ivoire-un-festival-pour-lutter-contre-les-violences-envers-les-personnes-lgbtqi> (08.11.2023) / ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁷³ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

³⁷⁴ Réseau ivoirien des organisations de personne vivant avec le VIH, Abidjan. Index de la stigmatisation et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire 2.0, année 2022, aucune date, p.26. https://www.stigmaindex.org/wp-content/uploads/2021/11/Cote-dIvoire-SI-2.0-Report-2022_French.pdf (27.11.2023).

³⁷⁵ ONG KATIA, Abidjan. Entretien téléphonique avec les chargées de projets et de communication, 09.06.2023.

Les expériences rapportées sur les gender desks étant divergentes et ne reposant probablement que sur quelques cas individuels, il est difficile d'évaluer l'efficacité réelle de ces desks.

La situation des FSF est peu documentée, ce qui n'est pas surprenant puisque la discrétion est leur stratégie. Cela explique peut-être aussi qu'elles ne soient que peu prises en compte par les diverses politiques visant les personnes vulnérables. Même dans le domaine de la santé sexuelle, pourtant le plus inclusif, les soins adaptés restent rares.

Quant aux personnes transgenres, elles ont réussi à gagner en visibilité au cours des dernières années, notamment grâce à leur inclusion dans des programmes de lutte contre le VIH, puis au travers de la création de plusieurs organisations transgenres locales. Mais ici aussi, les personnes nées femmes (soit les hommes transgenres) restent presque totalement invisibles.

Les personnes transgenres sont rejetées par la société ivoirienne et sont les personnes LGBT les plus visées par des agressions. Elles ne portent généralement pas plainte, de peur de subir de nouvelles violences de la part des policiers ou d'être la cible de représailles.

Outre le rejet auquel elles doivent faire face au quotidien, l'un des plus gros problème des personnes LGBT est celui de la perte de toute existence légale et administrative du moment qu'elles entament une transition (thérapie hormonale) : leurs documents ne leur correspondent plus et la loi ne prévoit pas de possibilité de remédier à cette situation. Ainsi, elles sont marginalisées, sans accès à l'emploi et au logement, et en proie à toute sorte d'abus. Nombre d'entre elles doivent se tourner vers le travail du sexe pour survivre.

SECRETARIAT D'ETAT AUX MIGRATIONS SEM

Domaine de direction Asile